PRODUCTIVITÉ ET PROSPÉRITÉ AU QUÉBEC

BILAN 2016

Centre sur la productivité et la prospérité
Fondation Walter J. Somers
HEC MONTRÉAL

PRODUCTIVITÉ ET PROSPÉRITÉ AU QUÉBEC BILAN 2016
avril 2017

Auteurs

Jonathan Deslauriers

Robert Gagné

Jonathan Paré

Mise en page

Jérôme Boivin

À propos du Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers

Le Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers mène une double mission. Il se consacre d'abord à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principal sujet d'étude le Québec. Ensuite, il veille à faire connaître les résultats de ses travaux par des activités de transfert et d'éducation.

À propos de la Fondation Walter J. Somers

En hommage au fondateur de l'entreprise Walter Technologies pour surfaces, la famille Somers a mis sur pied la Fondation Walter J. Somers. À travers différents dons, la Fondation perpétue l'héritage familial d'engagement envers la communauté et contribue à la prospérité de la société québécoise, d'abord en veillant à améliorer sa productivité, mais également en appuyant l'excellence dans l'éducation des jeunes

Pour en apprendre davantage sur le Centre ou sur la Fondation Walter J. Somers, visitez le www.hec.ca/cpp ou écrivez-nous, à info.cpp@hec.ca.

Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers
HEC Montréal

3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) Canada H3T 2A7
Téléphone : 514 340-6449

Dépôt légal : deuxième trimestre 2017
ISBN : 978-2-924208-54-0
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017
Bibliothèque et Archives Canada, 2017

Cette publication a bénéficié du soutien financier du ministère des Finances du Québec et de la Fondation Walter J. Somers.

Photo de la couverture : HEC Montréal

© 2017 Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers, HEC Montréal

Pour souligner la huitième édition de Productivité et prospérité au Québec - Bilan, le Centre sur la productivité et la prospérité – Fondation Walter J. Somers renouvelle le format de la publication et recentre l'analyse vers sa mission première : assurer une veille économique de la province.

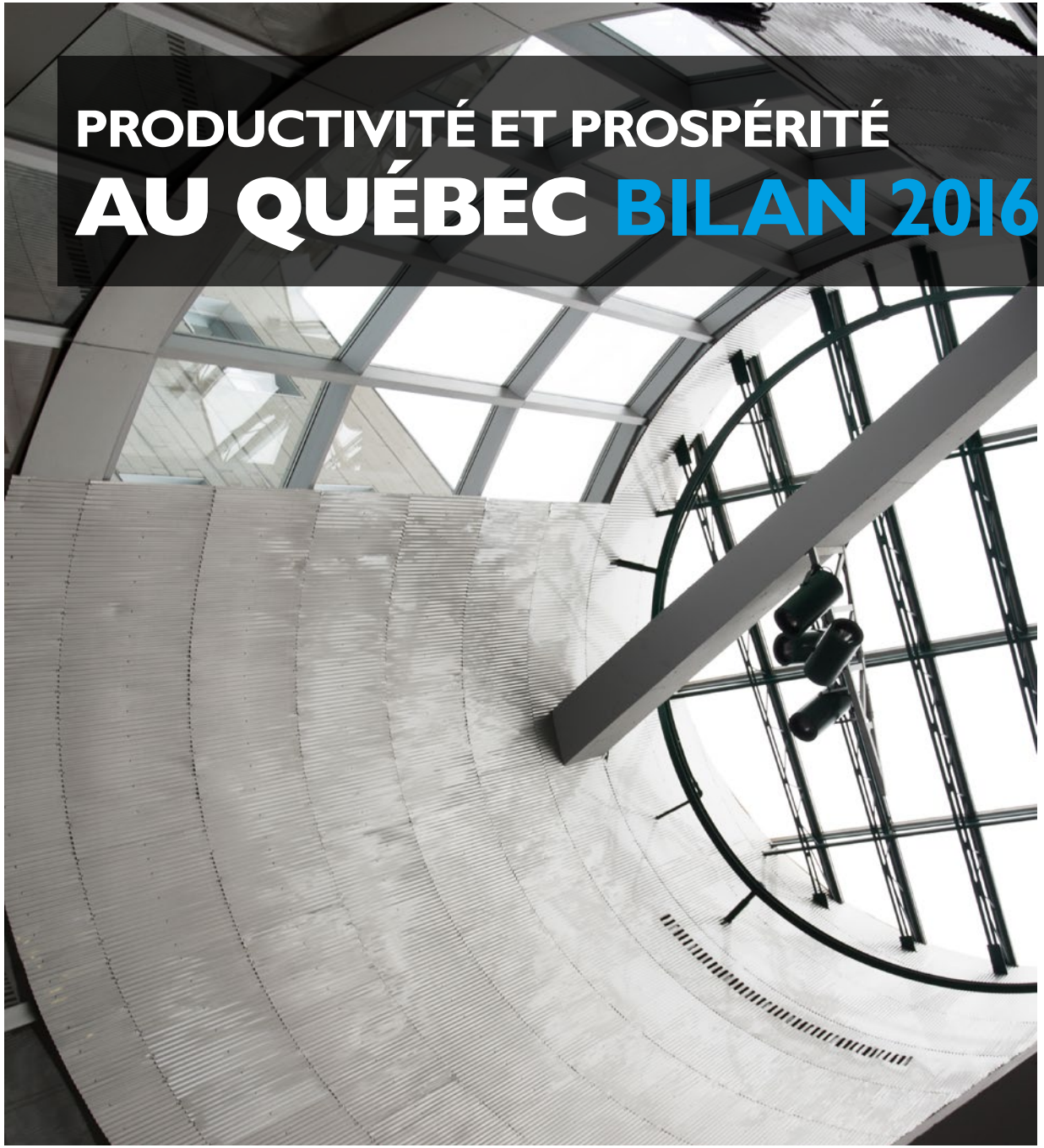
Plus conviviale, cette nouvelle édition aborde les mêmes thèmes fondamentaux à la performance économique du Québec en permettant cette fois d'obtenir un état de la situation du Québec en quelques secondes. En un coup d'œil, il est ainsi possible d'évaluer la performance de la province à partir d'une série de repères économiques : niveau de vie, productivité du travail, croissance économique, intensité du travail, taux d'emploi, etc.

Dans un contexte où la santé économique du Québec demeure précaire, ce nouveau format facilitera l'analyse des indicateurs à travers le temps et entre les différentes éditions. Des thèmes récurrents dans l'actualité économique de la province seront ainsi abordés à chaque année de manière à permettre aux lecteurs d'obtenir une mise à jour en continu d'indicateurs liés à la richesse et aux revenus des Québécois.

Bonne lecture !

Robert Gagné

Directeur du Centre sur la productivité et
la prospérité – Fondation Walter J. Somers.



LE NIVEAU DE VIE:

MESURER LA CAPACITÉ DU QUÉBEC À GÉNÉRER DE LA RICHESSE

NIVEAU DE VIE :
UN RETARD MANIFESTE

Mesure phare en économie, le **niveau de vie** est une des rares mesures permettant d'évaluer concrètement la prospérité économique des pays. Obtenu en divisant le produit intérieur brut par la population, et une fois les devises nationales converties en dollars canadiens à l'aide d'un taux de change de **parité des pouvoirs d'achat,** le niveau de vie permet de comparer les pays entre eux, indépendamment de leur taille et des différences observées dans les prix nationaux.

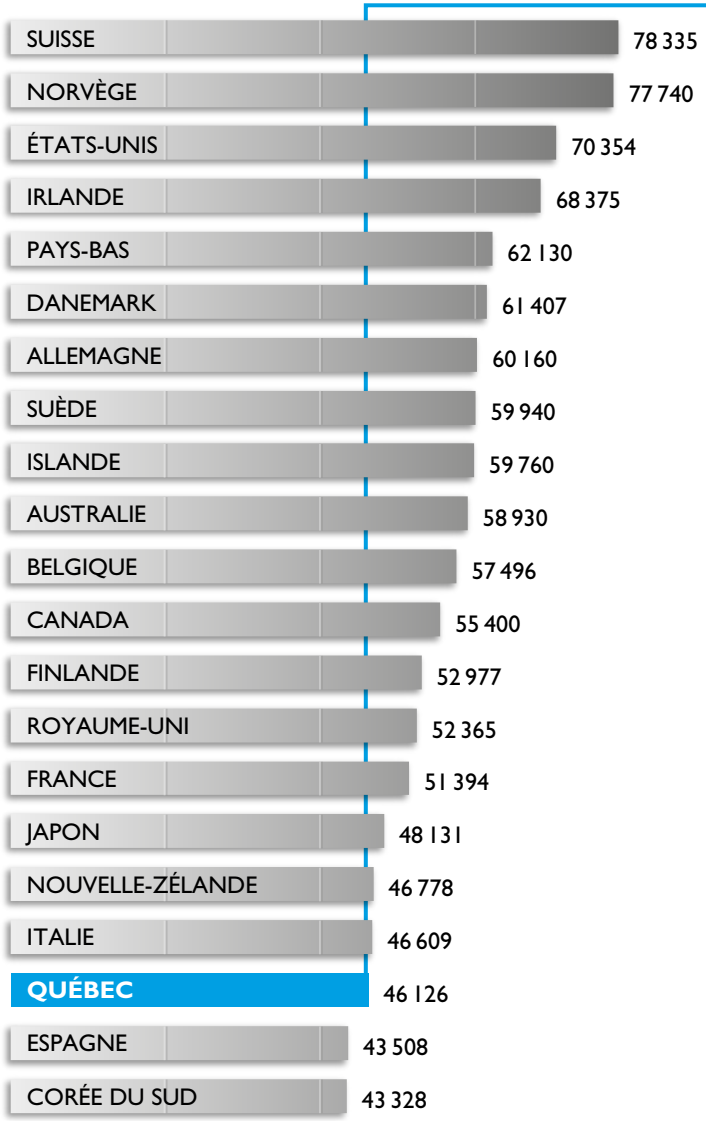
Lorsqu'on compare le niveau de vie du Québec à celui de 20 pays membres de l'OCDE, on constate qu'un écart de richesse important sépare la province de plusieurs de ces pays :

- Avec un niveau de vie de 46 126 $ par habitant en 2015, le Québec se positionne en peloton de queue. Seules l'Espagne et la Corée du Sud affichent un niveau de vie inférieur à celui du Québec.
- Un écart de 32 209 $ par habitant sépare le Québec de la Suisse, qui se positionne en tête du classement. En revanche, un écart de moins de 3 000 $ par habitant sépare le Québec de la Corée du Sud, qui affiche le plus faible niveau de vie des 20 pays de l'OCDE sélectionnés.

GRAPHIQUE 1

NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT EN 2015

PIB PAR HABITANT EN DOLLARS CANADIENS DE 2015



POURQUOI 20 PAYS?

Les pays de l'OCDE présentés dans ce document sont ceux avec lesquels le Québec est comparé dans les sept éditions précédentes de Productivité et prospérité – Bilan. À l'origine, l'accessibilité aux données historiques a été le principal critère de sélection des pays retenus Sur les 35 pays membres de l'OCDE, 20 ont ainsi été retenus pour les fins de l'analyse. La Grèce, l'Autriche, le Portugal, la Slovénie, la République tchèque, la Hongrie, l'Estonie, la Lettonie, la République slovaque, la Pologne, la Turquie, le Luxembourg, le Chili, le Mexique et Israël ne font pas partie de ce classement puisqu'il n'est pas possible d'obtenir l'ensemble des données historiques pour ces pays.

NIVEAU DE VIE : UN RETARD MANIFESTE

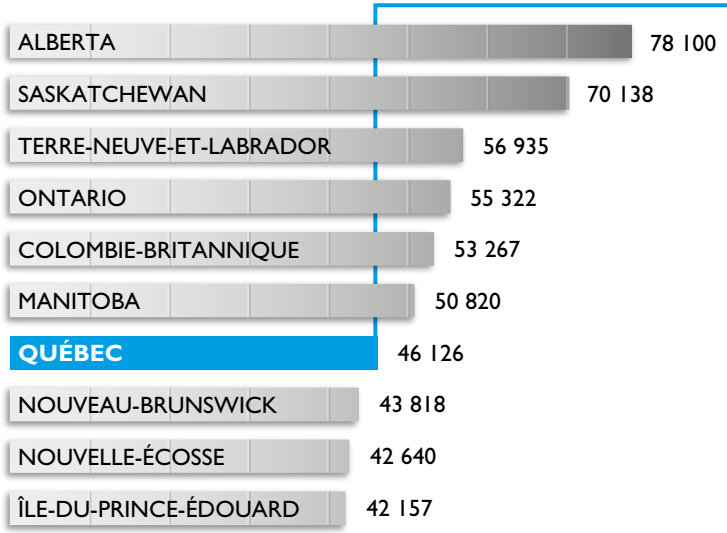
Considérée à l'échelle du pays, la performance du Québec n'est pas meilleure :

- Seules les provinces maritimes affichent un niveau de vie inférieur à celui du Québec.
- Un écart de près de 32 000$ par habitant sépare le niveau de vie du Québec de celui de l'Alberta, qui se hisse en tête du classement. En revanche, l'écart avec l'Île-du-Prince-Édouard, qui occupe la dernière position du classement, n'est que de 3 969$ par habitant.
- L'Ontario détient une avance de 9 196$ par habitant sur le Québec. Autrement dit, le niveau de vie en Ontario est 20 % plus élevé qu'au Québec.

GRAPHIQUE 2

NIVEAU DE VIE AU CANADA EN 2015

PIB PAR HABITANT EN DOLLARS CANADIENS DE 2015



À PROPOS DU NIVEAU DE VIE

Si la mesure du niveau de vie est utile lors de comparaisons internationales, on doit être conscient que cette mesure de la prospérité économique n'offre que peu de renseignements sur la qualité de vie ou sur la manière dont la richesse est distribuée dans la société. En somme, deux pays ayant des niveaux de vie identiques peuvent en théorie offrir une qualité de vie diamétralement opposée.

Par exemple, un individu pourrait accaparer 99 % de la richesse produite dans l'économie A alors que dans l'économie B, la même richesse pourrait être répartie uniformément entre les citoyens. À terme, ces deux pays afficheraient un niveau de vie similaire, mais offriraient à leurs citoyens une qualité de vie pour le moins différente.

Si de tels écarts ne sont évidemment pas observés parmi les pays avec lesquels le Québec se compare, on doit rappeler que le niveau de vie tel que mesuré par le PIB par habitant est avant tout un indicateur de la capacité d'une économie à générer de la richesse plutôt qu'un indicateur de la qualité de vie.

CONSTAT: Avec un niveau de vie de 46 126 $ par habitant en 2015, le Québec se positionne en peloton de queue. Seuls 2 des 20 pays de l'OCDE retenus pour l'analyse et trois provinces canadiennes affichent un niveau de vie inférieur à celui de la province.

LA PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT

Pour être en mesure de comparer le niveau de vie du Québec à celui de certains autres pays, on doit s'assurer de comparer la performance des pays dans une monnaie commune. L'objectif est ici fort simple : savoir que le PIB par habitant de la Suède s'élevait à 426 678 couronnes par habitant en 2015 n'est pas très révélateur lorsqu'on cherche à déterminer si le Québec accuse un retard économique en affichant un niveau de vie de 46 126 $ canadiens par habitant.

Pour convertir les niveaux de vie dans une monnaie commune, on peut utiliser le taux de change du marché, soit le taux à partir duquel une banque convertira les dollars en vue d'un déplacement à l'extérieur du Canada. Si cette approche a l'avantage d'être simple dans son application, elle comporte en revanche des limites importantes. Les taux de change du marché sont notamment sujets à des variations soudaines qui peuvent parfois s'avérer importantes. Dans la mesure où ces variations peuvent n'avoir aucun lien avec les conditions économiques d'un pays, elles pourraient biaiser les comparaisons internationales. Plus important encore, le taux de change du marché ne prend pas en considération le pouvoir d'achat de chaque devise, de sorte qu'on ne considère pas la quantité de biens et services qu'un dollar canadien peut acheter par rapport à une autre devise.

Pour corriger cette importante limite, certains organismes tels que l'OCDE publient des taux de change de parité des pouvoirs d'achat. Ces taux de change tiennent compte des écarts dans le coût de la vie en mesurant le pouvoir d'achat des devises à partir d'un panier de biens normalisé. Les taux de change de parité des pouvoirs d'achat comparent donc la quantité de monnaie nationale nécessaire pour acheter une quantité déterminée de biens et services, quel que soit le pays. Il est ainsi possible d'évaluer les niveaux de vie en évacuant les différences du coût de la vie qui séparent les pays.

DANS LE RÉTROVISEUR: LE QUÉBEC EN 1981

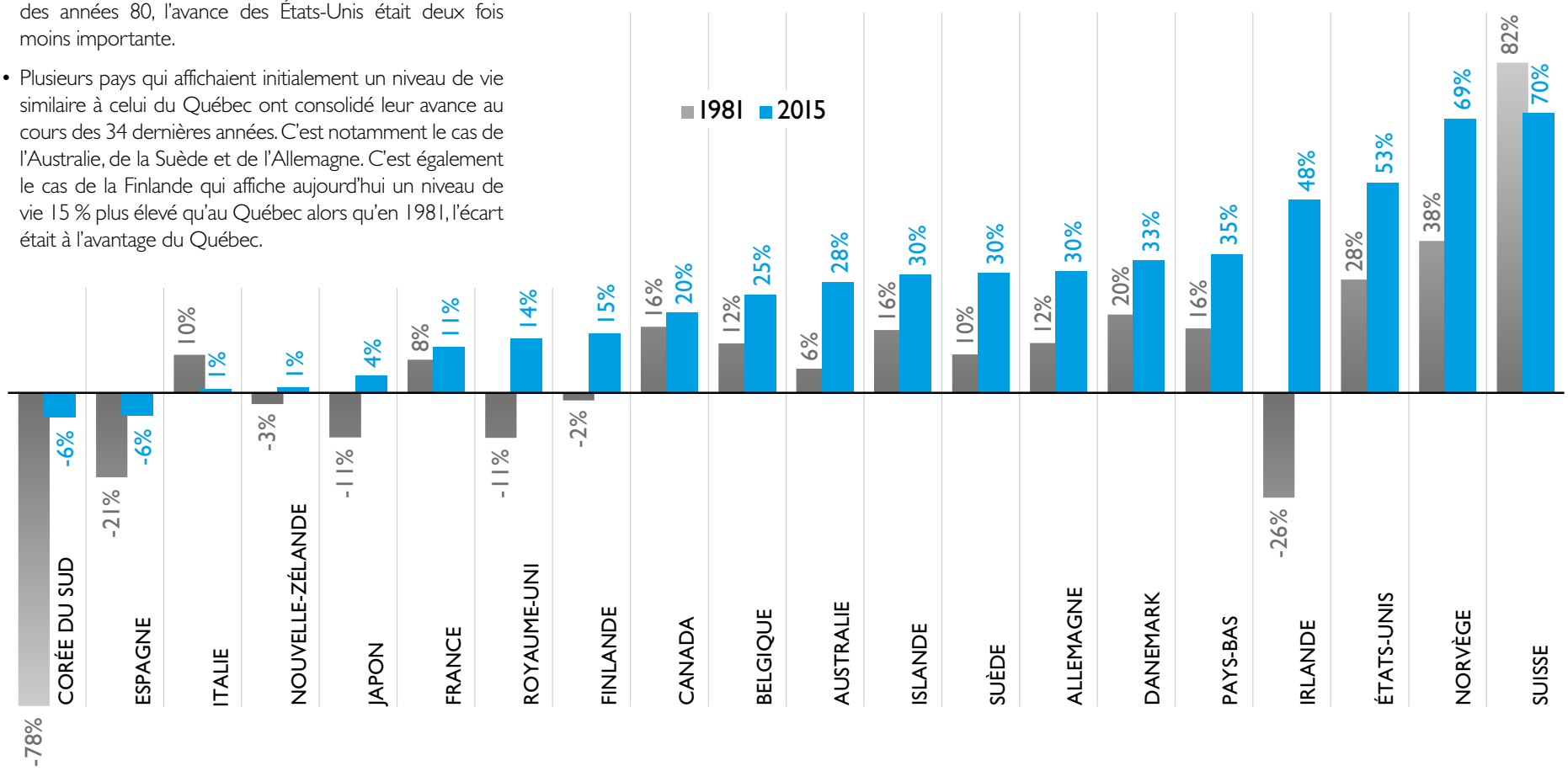
La performance relative du Québec en matière de niveau de vie s'est progressivement détériorée depuis le début des années 80. Exception faite de l'Italie et de la Suisse, tous les pays ont accentué leur avance sur le Québec.

- Par exemple, le niveau de vie des États-Unis est désormais 53 % plus élevé que celui du Québec alors qu'au début des années 80, l'avance des États-Unis était deux fois moins importante.
- Plusieurs pays qui affichaient initialement un niveau de vie similaire à celui du Québec ont consolidé leur avance au cours des 34 dernières années. C'est notamment le cas de l'Australie, de la Suède et de l'Allemagne. C'est également le cas de la Finlande qui affiche aujourd'hui un niveau de vie 15 % plus élevé qu'au Québec alors qu'en 1981, l'écart était à l'avantage du Québec.
- La Corée du Sud a effectué un important rattrapage économique entre 1981 et 2015. Alors qu'un écart de près de 80 % séparait le niveau de vie de la Corée du Sud de celui du Québec en 1981, l'avantage détenu par le Québec n'est plus que de 6 %.

GRAPHIQUE 3

ÉCART DE NIVEAU DE VIE PAR RAPPORT AU QUÉBEC, 1981 ET 2015

PIB PAR HABITANT EN DOLLARS CANADIENS DE 2015



DANS LE RÉTROVISEUR
LE QUÉBEC EN 1981

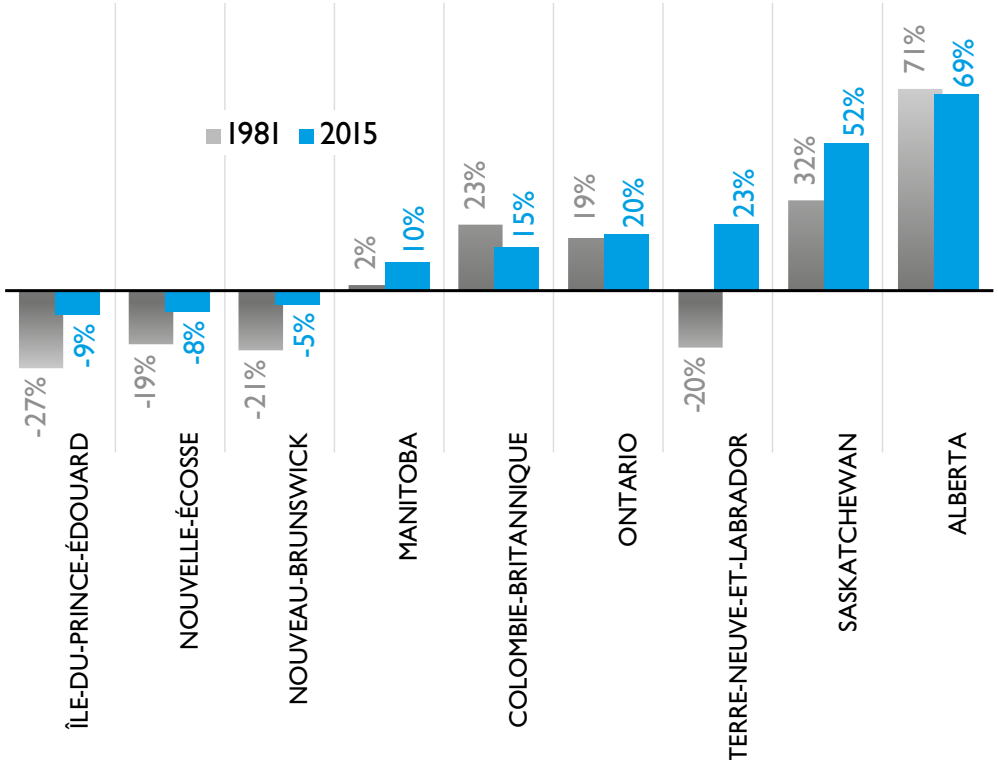
La performance relative du Québec s'est également détériorée à l'échelle canadienne :

- L'avantage détenu par le Québec sur les provinces maritimes en matière de niveau de vie s'est progressivement effrité depuis 1981. Désormais, l'écart qui sépare le Québec du bas du classement n'est plus que de 9 % alors que 34 ans plus tôt, le Québec détenait une avance trois fois plus importante.
- Grâce à une croissance économique dopée par l'exploitation des ressources naturelles de la province, le niveau de vie de Terre-Neuve-Labrador est aujourd'hui plus élevé qu'il ne l'est au Québec. En 1981, le niveau de vie de cette province était pourtant 20 % plus faible que celui du Québec.
- La Colombie-Britannique est la seule province ayant significativement perdu du terrain par rapport au Québec. En 1981, le niveau de vie de la Colombie-Britannique était 23 % plus élevé que celui du Québec alors qu'en 2015, l'écart n'était plus que de 15 %. Ce résultat s'explique en majeure partie par une croissance pratiquement nulle du niveau de vie de la Colombie-Britannique au cours des années 90.

GRAPHIQUE 4

ÉCART DE NIVEAU DE VIE PAR RAPPORT AU QUÉBEC, 1981 ET 2015

PIB PAR HABITANT EN DOLLARS CANADIENS DE 2015



CONSTAT: De manière générale, la performance relative du Québec s'est détériorée au cours des 34 dernières années, signe que la province est en perte de vitesse par rapport à la plupart des pays de l'OCDE.

1981-2015 :
UNE CROISSANCE TROP FAIBLE

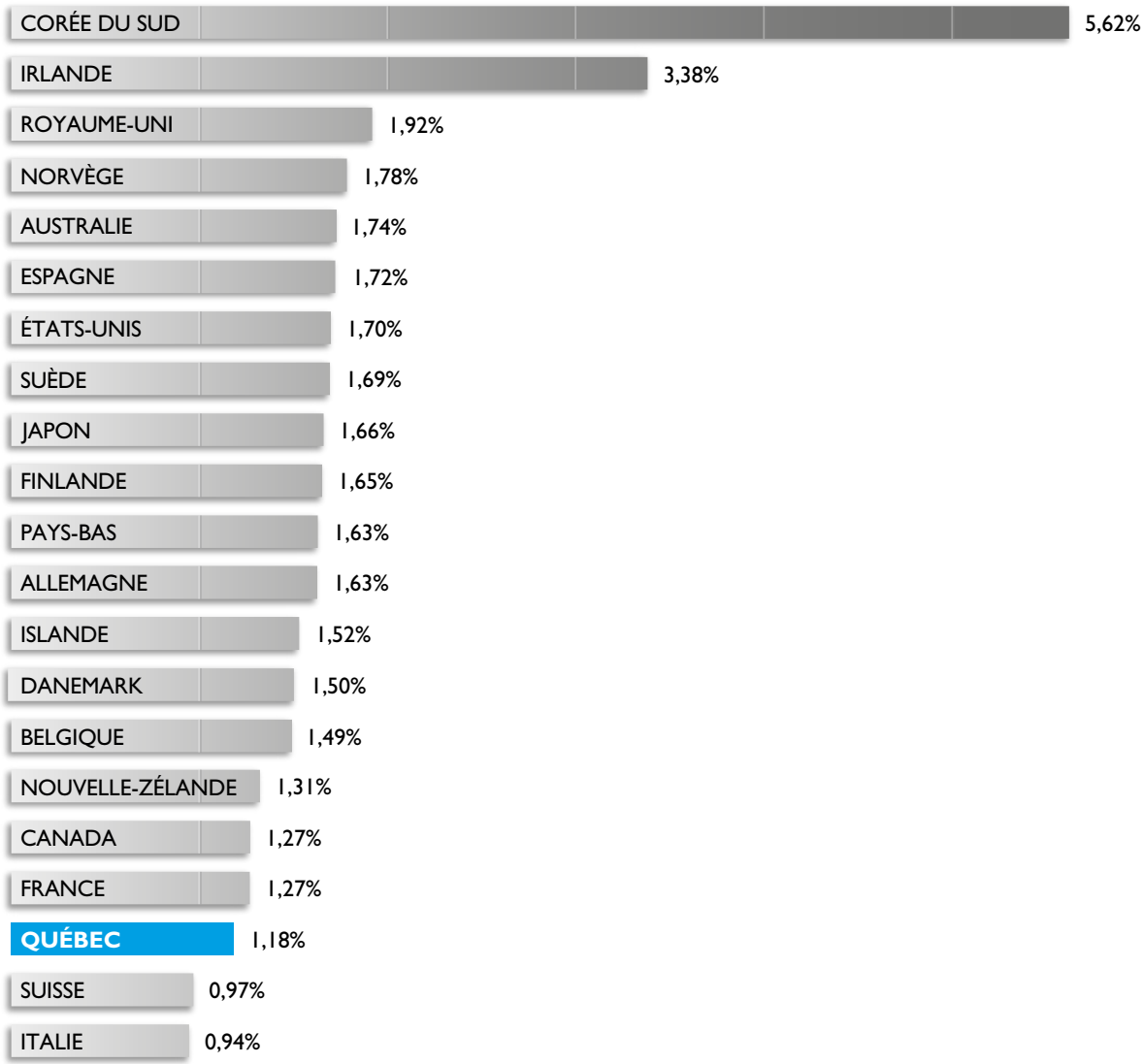
Si le Québec a perdu du terrain au cours des 34 dernières années en matière de niveau de vie, c'est avant tout parce que la croissance économique y a été particulièrement lente :

- Entre 1981 et 2015, le niveau de vie au Québec a progressé au rythme annuel moyen de 1,18 %. Il s'agit là de la troisième plus faible croissance observée parmi les 20 pays de l'OCDE sélectionnés. Seules la Suisse et l'Italie ont enregistré des croissances plus lentes.
- Malgré une croissance économique particulièrement lente, la Suisse trône encore aujourd'hui en tête du classement des pays au chapitre du niveau de vie, une performance qui s'explique par un niveau de vie particulièrement important au début des années 80. Ce n'est toutefois pas le cas de l'Italie, qui se trouve aujourd'hui à parité avec le Québec alors qu'elle détenait une avance de 10 % en 1981.
- La position de tête du classement est détenue par la Corée du Sud, sacrée championne en raison de l'important rattrapage économique enregistré au cours des 34 dernières années. Rappelons que le niveau de vie en Corée du Sud n'était que de 6 760 $ par habitant au début des années 80 alors qu'aujourd'hui, ce pays talonne le Québec. Si la tendance se maintient, la Corée du Sud se trouvera à parité avec le Québec en 2017.

GRAPHIQUE 5

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DU NIVEAU DE VIE ENTRE 1981 ET 2015

PIB PAR HABITANT EN DOLLARS CANADIENS DE 2015



1981-2015 : UNE CROISSANCE TROP FAIBLE

À l'échelle canadienne, deux provinces ont enregistré une croissance inférieure à celle du Québec :

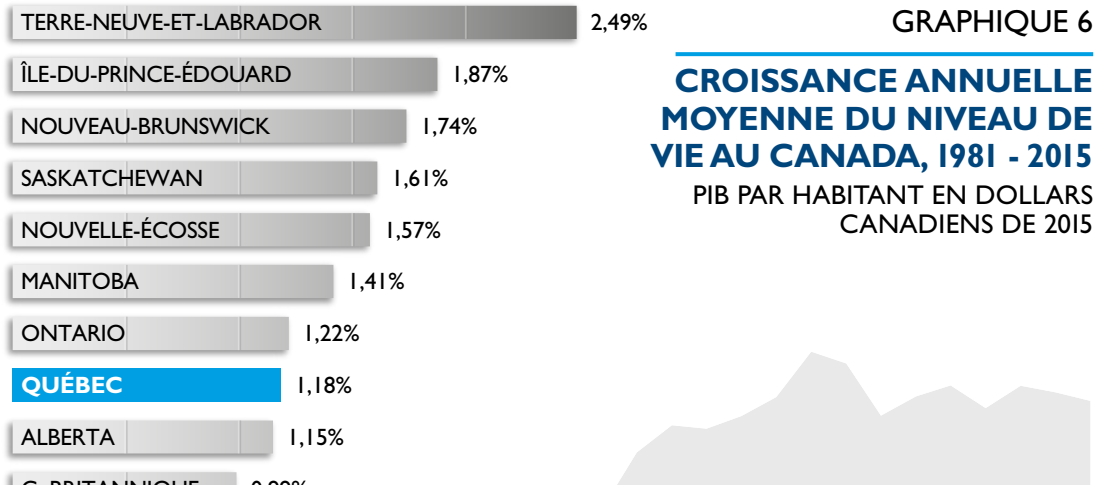
- Entre 1981 et 2015, la croissance du niveau de vie de l'Alberta a été plus lente que celle observée au Québec. L'Alberta se maintient néanmoins en peloton de tête en matière de niveau de vie grâce à l'avance qu'elle détenait au début des années 80.
- La Colombie-Britannique affiche également une croissance inférieure à celle du Québec, cette fois-ci en raison d'une croissance économique pratiquement nulle au cours des années 90.
- La croissance observée entre 1981 et 2015 dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador témoigne de l'important rattrapage économique entamé à la fin des années 90, rattrapage rendu possible grâce à une croissance économique dopée par l'exploitation des ressources naturelles de la province.

CONSTAT : Si le Québec a perdu du terrain au cours des 34 dernières années, c'est parce que la province a enregistré l'une des plus faibles croissances économique parmi les 10 provinces canadiennes et les 20 pays de l'OCDE sélectionnés.

GRAPHIQUE 6

CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DU NIVEAU DE VIE AU CANADA, 1981 - 2015

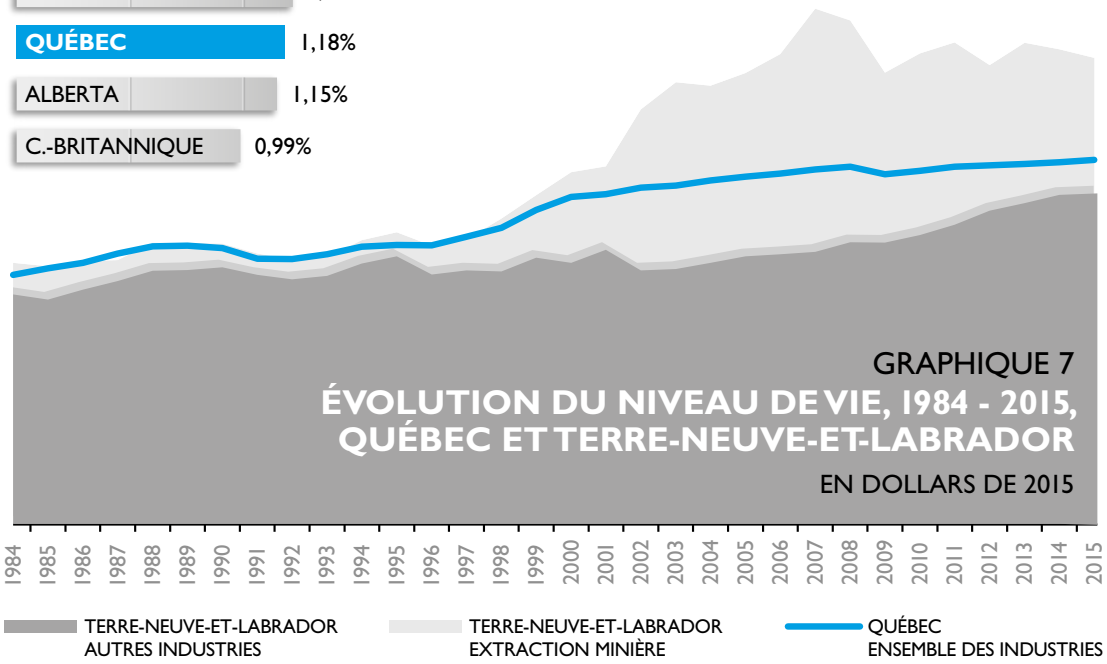
PIB PAR HABITANT EN DOLLARS CANADIENS DE 2015



GRAPHIQUE 7

ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE, 1984 - 2015, QUÉBEC ET TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

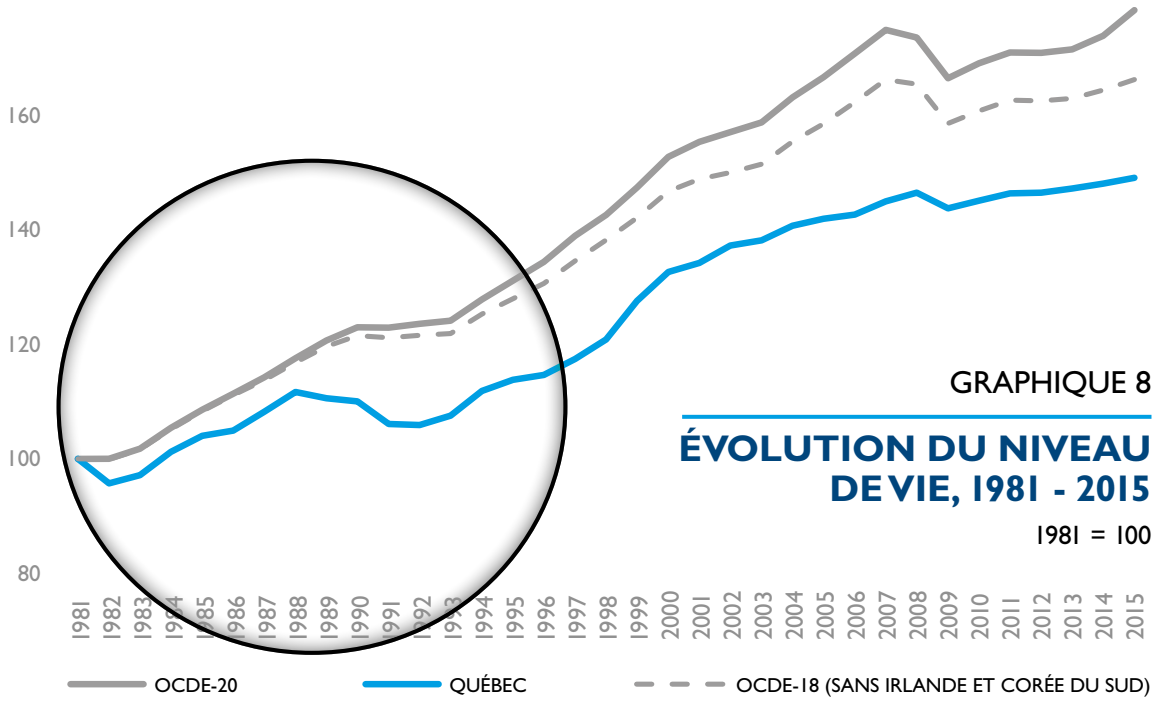
EN DOLLARS DE 2015



DES RÉCESSIONS MARQUANTES...

En comparant l'évolution du niveau de vie au Québec à l'évolution du niveau de vie moyen à l'OCDE, on constate que les récessions des années 80 et 90 ont laissé des cicatrices profondes dans la performance économique de la province.

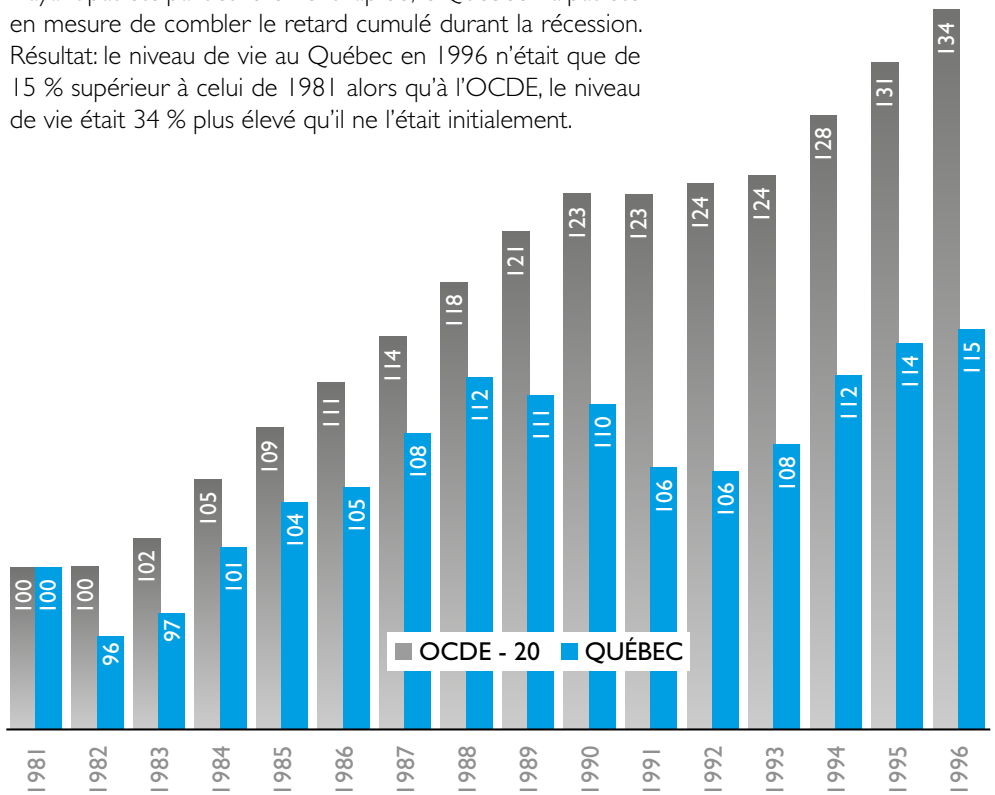
La baisse de l'activité économique liée à la récession du début des années 80 a d'abord été plus importante au Québec qu'elle ne l'a été en moyenne à l'OCDE. La reprise n'ayant pas été vigoureuse en sortie de crise, le Québec a alors cumulé un premier retard. La province a par la suite été plus durement et plus longuement touchée par la récession des années 90. La croissance économique en sortie de récession n'ayant pas été particulièrement rapide, le Québec n'a pas été en mesure de combler le retard cumulé durant la récession. Résultat: le niveau de vie au Québec en 1996 n'était que de 15 % supérieur à celui de 1981 alors qu'à l'OCDE, le niveau de vie était 34 % plus élevé qu'il ne l'était initialement.



GRAPHIQUE 8

ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE, 1981 - 2015

1981 = 100



GRAPHIQUE 9

ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE 1981-1996

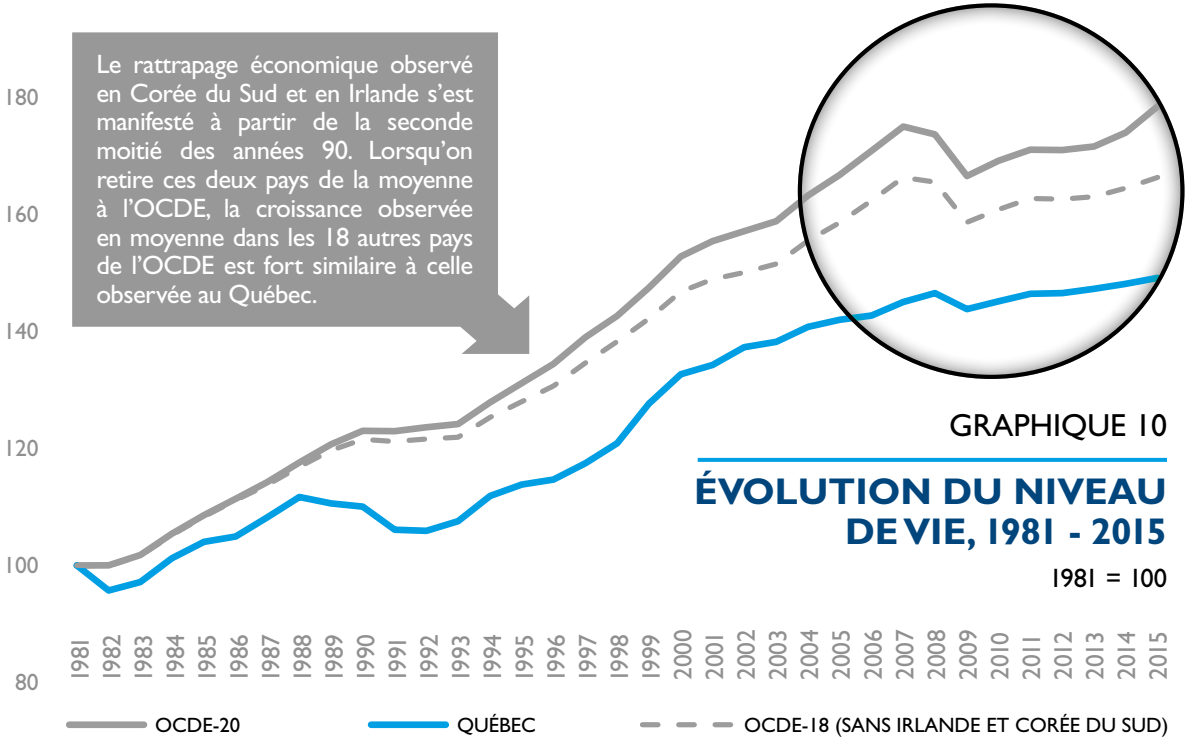
1981=100

...ET D'AUTRES MOINS !

En limitant l'analyse sur les années 2000, on constate que ce sont cette fois les pays de l'OCDE qui ont été plus durement touchés par la récession de 2008.

Après avoir augmenté de 15 % au cours de la première moitié des années 2000, le niveau de vie enregistré en moyenne à l'OCDE a chuté drastiquement suite à la récession de 2008. Si l'économie québécoise s'est avérée plus résiliente face à la récession de 2008, on constate en contrepartie que la croissance économique enregistrée au cours de la première portion des années 2000 a été plus lente qu'à l'OCDE. Résultat : le Québec s'est retrouvé pratiquement à parité avec l'OCDE en matière de croissance en 2009.

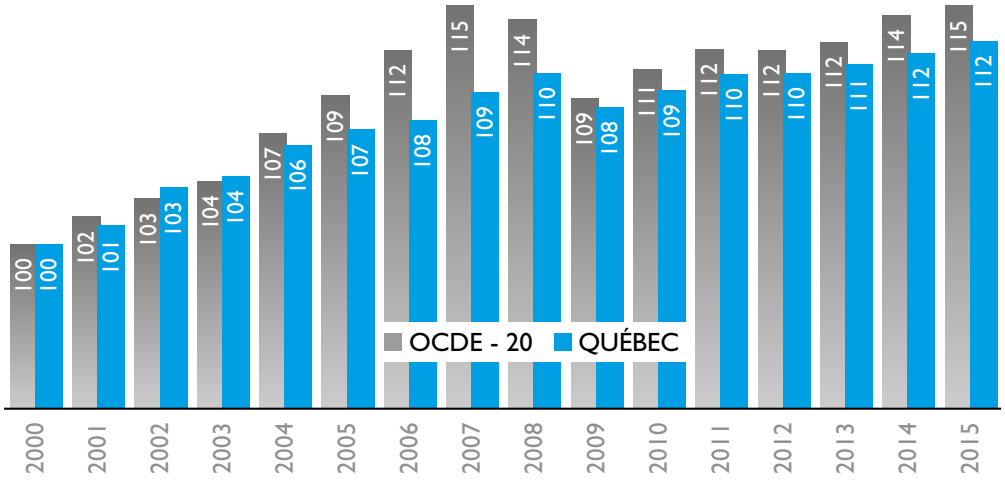
La reprise enregistrée en sortie de récession a toutefois été plus rapide du côté de l'OCDE de sorte qu'un nouvel écart s'est creusé.



GRAPHIQUE 10

ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE, 1981 - 2015

1981 = 100



GRAPHIQUE 11

ÉVOLUTION DU NIVEAU DE VIE, 2000 - 2015

2000 = 100

POURQUOI LA CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE AU QUÉBEC A-T-ELLE ÉTÉ SI FAIBLE ?

QU'EST-CE QUI EXPLIQUE

LA FAIBLE CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE AU QUÉBEC?

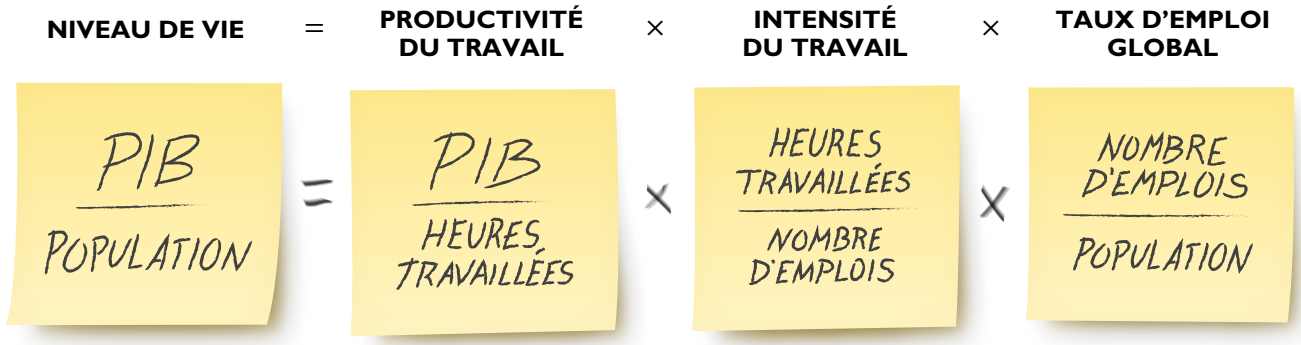
Pour être en mesure d'identifier pourquoi la croissance économique a été si faible au cours des 34 dernières années, il est possible de décomposer le niveau de vie selon une équation simple (Figure 1). Selon cette équation, le niveau de vie est le résultat de l'interaction entre trois dimensions de l'économie :

- la productivité du travail, qui mesure la richesse créée en moyenne par heure travaillée;
- l'intensité du travail, qui évalue le nombre moyen d'heures travaillées par emploi;
- le taux d'emploi, qui mesure la proportion de la population qui détient un emploi.

En somme, le niveau de vie est déterminé par la combinaison de l'efficacité avec laquelle une économie génère de la richesse, de l'intensité avec laquelle sa population travaille et de la participation de cette dernière au marché du travail. Une fois transformée en croissance, cette identité permet d'identifier la contribution de chacun des facteurs à la croissance du niveau de vie.

FIGURE 1

LES TROIS DÉTERMINANTS DU NIVEAU DE VIE



QU'EST-CE QUI EXPLIQUE LA FAIBLE CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE AU QUÉBEC?

Dans le cas du Québec, l'augmentation de 15 198 $ par habitant enregistrée entre 1981 et 2015 se décline comme suit :

- 82 % (12 511 $ sur un total de 15 198 $ par habitant) de l'augmentation a été générée par l'accroissement de la productivité du travail. Autrement dit, 82 % de la croissance du niveau de vie a été générée par l'amélioration de l'efficacité avec laquelle le Québec génère de la richesse
- 40 % (6 128 $ sur un total de 15 198 $ par habitant) de l'augmentation a été générée par l'accroissement du taux d'emploi. C'est donc dire que 40 % de l'augmentation du niveau de vie est attribuable à une plus grande participation au marché du travail.
- En revanche, la diminution de l'intensité du travail a réduit la croissance du niveau de vie de 23 % (-3 441 $ sur un total de 15 198 $ par habitant). C'est donc dire que la diminution du nombre d'heures travaillées en moyenne par emploi a restreint la croissance de l'économie québécoise.

Depuis 1981, la croissance de la productivité du travail a expliqué plus de 95 % de l'accroissement du niveau de vie des 30 économies analysées. Il s'agit sans conteste de la plus importante source de croissance économique.

TABLEAU 1

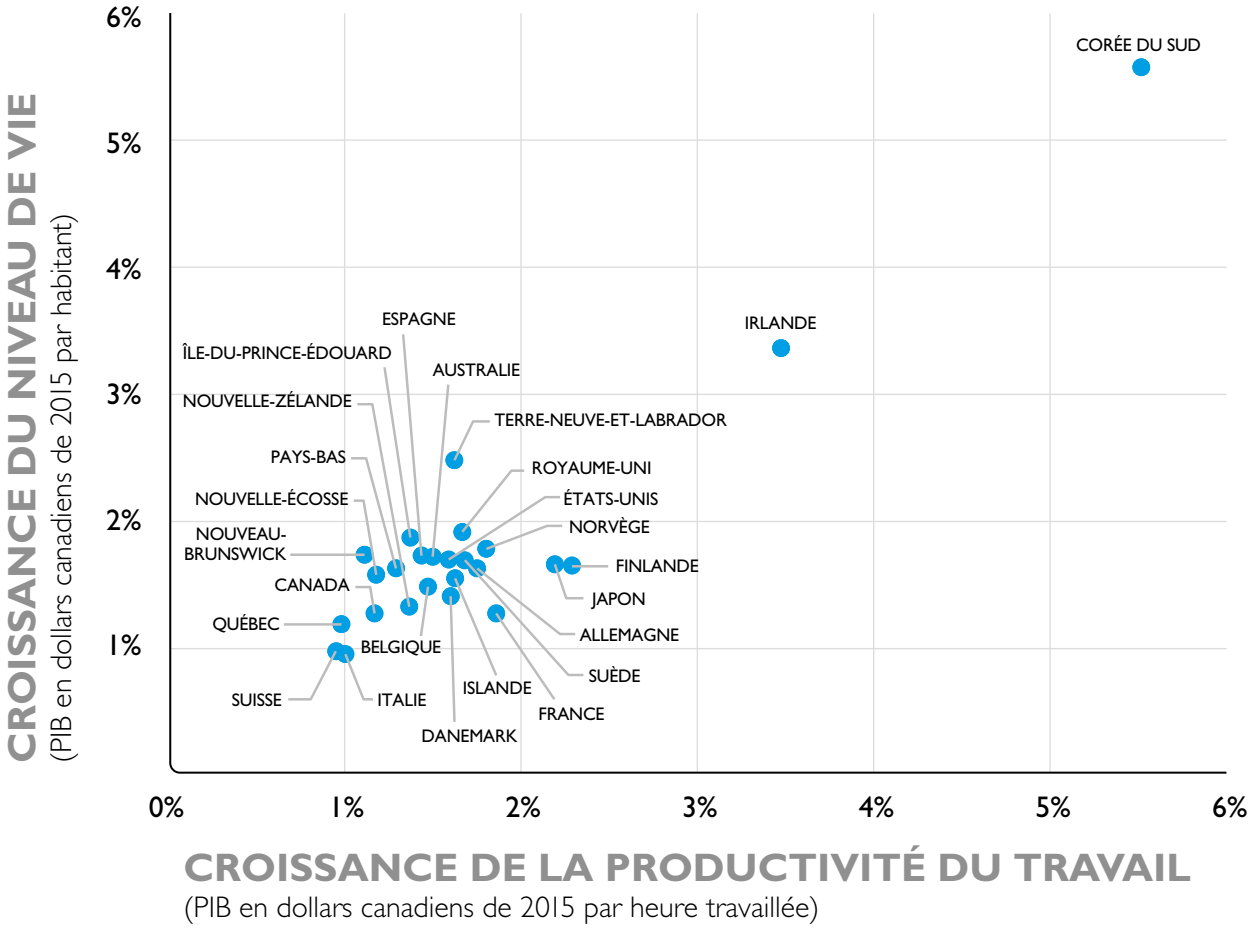
SOURCES DE LA CROISSANCE DU NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT ENTRE 1981 ET 2015

PIB PAR HABITANT EN DOLLARS CANADIENS DE 2015

	VARIATION DU NIVEAU DE VIE ENTRE 1981 ET 2015	VARIATION DU NIVEAU DE VIE EXPLIQUÉE PAR UN CHANGEMENT DANS:		
		LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL	L'INTENSITÉ DU TRAVAIL	LE TAUX D'EMPLOI GLOBAL
IRLANDE	45 531	46 601	-10 424	9 354
CORÉE DU SUD	36 568	35 815	-6 079	6 832
NORVÈGE	35 081	35 251	-5 823	5 652
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	32 229	20 934	-1 922	13 217
ÉTATS-UNIS	30 687	27 466	1 027	2 194
SASKATCHEWAN	29 359	24 837	-3 554	8 076
PAYS-BAS	26 223	20 649	-4 213	9 786
AUSTRALIE	26 144	22 665	-2 863	6 342
SUÈDE	26 038	25 680	2 574	-2 216
ALLEMAGNE	25 384	27 132	-10 706	8 958
ALBERTA	25 123	25 179	-3 458	3 402
ROYAUME-UNI	24 897	21 505	-991	4 384
DANEMARK	24 426	27 370	-4 365	1 422
ISLANDE	23 966	25 057	-3 457	2 367
BELGIQUE	22 738	22 426	-3 720	4 032
FINLANDE	22 644	31 112	-4 968	-3 500
SUISSE	21 921	21 229	-7 589	8 281
JAPON	20 632	27 027	-7 484	1 089
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	19 715	14 342	-2 432	7 806
NOUVEAU-BRUNSWICK	19 403	12 346	-662	7 719
CANADA	19 375	17 695	-2 685	4 365
MANITOBA	19 294	18 158	-2 453	3 589
ESPAGNE	19 115	15 745	-3 570	6 940
ONTARIO	18 649	19 875	-2 330	1 104
FRANCE	17 896	25 987	-8 632	541
NOUVELLE-ÉCOSSE	17 572	13 015	-2 105	6 662
NOUVELLE-ZÉLANDE	16 710	16 811	-2 180	2 079
QUÉBEC	**15 198**	**12 511**	**-3 441**	**6 128**
COLOMBIE-BRITANNIQUE	15 124	15 077	-2 129	2 176
ITALIE	12 742	13 401	-3 099	2 440

CONSTAT: Dans chacune des 30 économies analysées, la vaste majorité de la croissance économique enregistrée depuis 1981 provient des gains de productivité réalisés. À long terme, la productivité du travail est la principale, sinon la seule source de croissance économique.

PRODUCTIVITÉ ET NIVEAU DE VIE : UN EFFET DE LONG TERME



La relation qui unit la productivité du travail et la croissance économique est sans équivoque : à long terme, la productivité est la principale, sinon la seule source de croissance économique. Depuis 1981, les pays et provinces ayant enregistré des gains de productivité importants ont tous enregistré une croissance économique soutenue. À l'inverse, les provinces et pays où la croissance de la productivité du travail s'est avérée moins rapide affichent pour la plupart une croissance économique plus lente.

En corollaire de sa performance au chapitre du niveau de vie, le Québec affiche l'une des plus faibles croissances en termes de productivité du travail. Seule la Suisse a enregistré une croissance plus lente depuis 1981. Les conséquences sont toutefois nettement moins importantes puisque le niveau de vie de la Suisse est parmi les plus élevés à l'OCDE.

GRAPHIQUE 12

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL ET DU NIVEAU DE VIE ENTRE 1981 ET 2015

EN POURCENTAGES

CONSTAT: En vertu d'une croissance annuelle moyenne inférieure à 1%, le Québec affiche une des plus lentes croissances en matière de productivité du travail.

LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL,

GRANDE RESPONSABLE DU RETARD ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

En conséquence d'une croissance particulièrement faible sur plus de trois décennies, le Québec affiche aujourd'hui une productivité du travail inférieure à celle de nombreux pays et provinces. Seuls trois pays et les trois provinces maritimes affichent une productivité du travail inférieure à celle du Québec.

		2015 $ par heure travaillée	1981 $ par heure travaillée	Variation (%)
1	ALBERTA	77,58	52,58	48%
2	SASKATCHEWAN	76,25	48,19	58%
3	TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	71,64	41,65	72%
4	COLOMBIE-BRITANNIQUE	63,47	45,50	40%
5	ONTARIO	63,27	40,82	55%
6	MANITOBA	57,84	36,90	57%
7	**QUÉBEC**	**56,84**	**40,90**	**39%**
8	NOUVEAU-BRUNSWICK	52,63	36,27	45%
9	NOUVELLE-ÉCOSSE	50,99	34,40	48%
10	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	48,84	30,88	58%
1	NORVÈGE	103,15	56,44	83%
2	IRLANDE	93,94	30,59	207%
3	BELGIQUE	90,34	54,99	64%
4	DANEMARK	87,33	49,47	77%
5	FRANCE	84,67	45,47	86%
6	PAYS-BAS	84,13	54,63	54%
7	ALLEMAGNE	83,44	46,45	80%
8	SUISSE	82,24	59,84	37%
9	ÉTATS-UNIS	78,11	46,77	67%
10	SUÈDE	75,82	43,22	75%
11	FINLANDE	70,84	32,92	115%
12	AUSTRALIE	70,24	42,25	66%
13	ITALIE	67,11	47,97	40%
14	ROYAUME-UNI	65,73	37,65	75%
15	ESPAGNE	64,59	40,10	61%
16	CANADA	63,64	42,96	48%
17	ISLANDE	57,26	33,50	71%
	QUÉBEC	**56,84**	**40,90**	**39%**
18	JAPON	53,95	25,91	108%
19	NOUVELLE-ZÉLANDE	52,12	33,41	56%
20	CORÉE DU SUD	39,99	6,48	517%

TABLEAU 2

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL À PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT

PIB EN DOLLARS CANADIENS DE 2015 PAR HEURE TRAVAILLÉE

LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL,

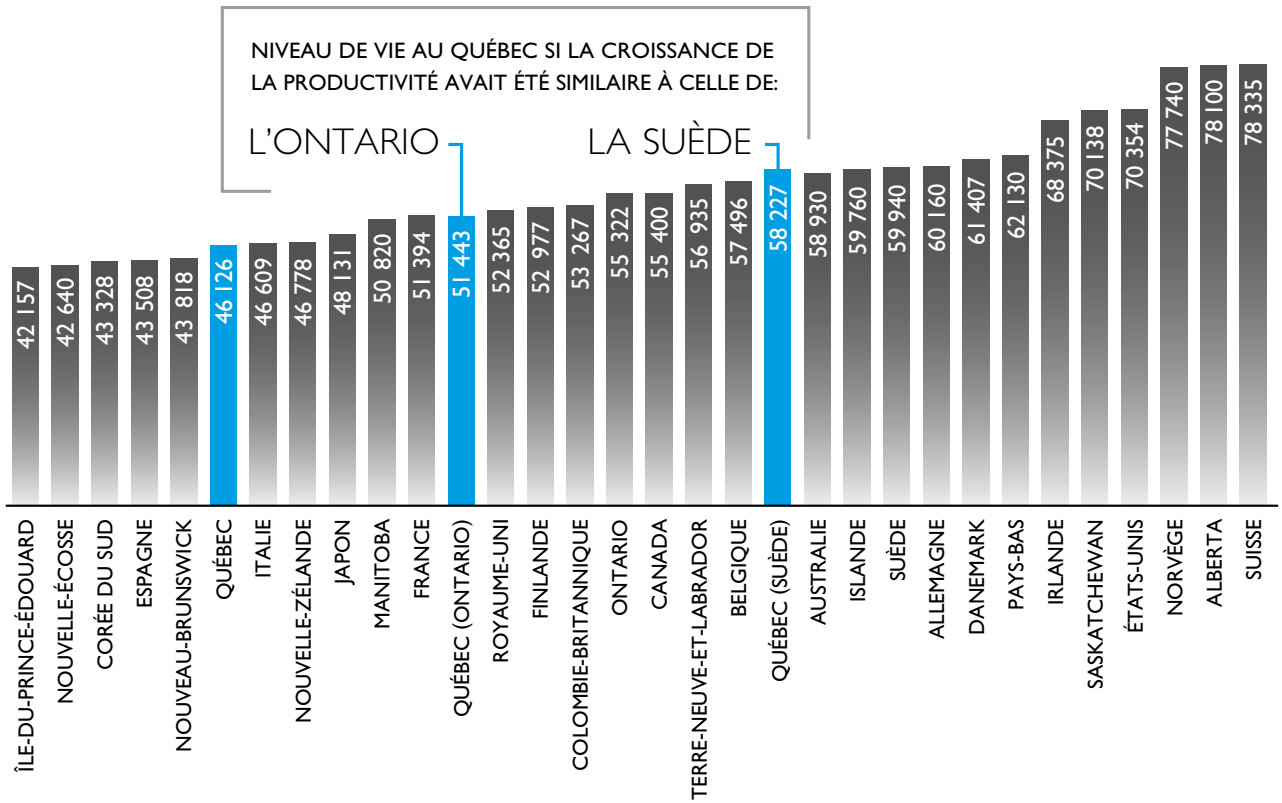
GRANDE RESPONSABLE DU RETARD ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Pour bien saisir l'influence de la productivité du travail sur la croissance économique, supposons que la croissance de la productivité du travail observée au Québec entre 1981 et 2015 ait été la même qu'en Suède, un pays où la productivité du travail était relativement similaire à celle du Québec en 1981. Le cas échéant, le niveau de vie au Québec s'établirait aujourd'hui à 58 227 $ par habitant, soit 12 101 $ de plus par habitant que le niveau actuellement observé. Le constat est le même si on applique la croissance de la productivité du travail de l'Ontario. Le simple fait de faire passer la croissance de la productivité de 39 % à 55 % aurait permis au Québec de générer des gains supplémentaires de 5 318 $ par habitant.

GRAPHIQUE 13

NIVEAU DE VIE À PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHAT EN 2015

PIB PAR HABITANT EN DOLLARS CANADIENS DE 2015



POURQUOI LA PRODUCTIVITÉ EST PLUS FAIBLE AU QUÉBEC QU'EN ONTARIO?

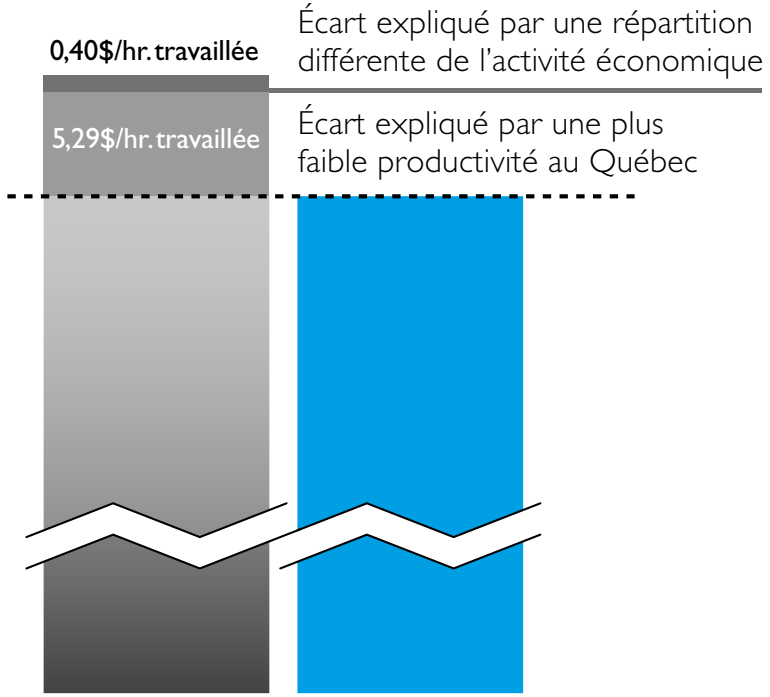
Au cours des cinq dernières années, la productivité du travail au Québec s'est établie en moyenne à 56,08 $ par heure travaillée alors qu'en Ontario, elle s'est établie en moyenne à 61,77 $ par heure travaillée, soit un écart entre les deux provinces de 5,69 $ par heure travaillée.

Deux éléments peuvent expliquer cet écart.

D'un côté, il est possible que l'activité économique de l'Ontario soit concentrée dans des secteurs où la productivité est plus élevée. Le cas échéant, l'avantage détenu par l'Ontario s'expliquerait par une répartition différente de l'activité économique et à moins de parvenir à modifier l'allocation des heures travaillées au Québec, l'écart pourra difficilement être comblé.

De l'autre, il est possible que la répartition de l'activité économique soit similaire de part et d'autre mais que la productivité des principaux secteurs économiques soit simplement plus élevée en Ontario qu'au Québec. Le cas échéant, l'écart observé s'expliquerait par un effet de productivité et le Québec pourrait alors tenter de combler l'écart qui le sépare de l'Ontario.

En moyenne, 93 % de l'écart observé avec l'Ontario entre 2010 et 2015 provient d'un effet de productivité. C'est donc dire que sur un écart global de 5,69 $ par heure travaillée, 5,29 $ proviendraient de la faible productivité des industries québécoises. En contrepartie, seulement 7 % de l'écart observé avec l'Ontario - 0,40 $ sur un écart de 5,69$ par heure travaillée - s'expliquerait par une répartition différente de l'activité économique. Autrement dit, la répartition de l'activité économique au Québec n'aurait qu'une incidence limitée sur le retard de productivité du travail par rapport à l'Ontario.



GRAPHIQUE 14

ÉCART DE PRODUCTIVITÉ ENTRE LE QUÉBEC ET L'ONTARIO EN 2015

PIB PAR HEURE TRAVAILLÉE EN DOLLARS CANADIENS DE 2015

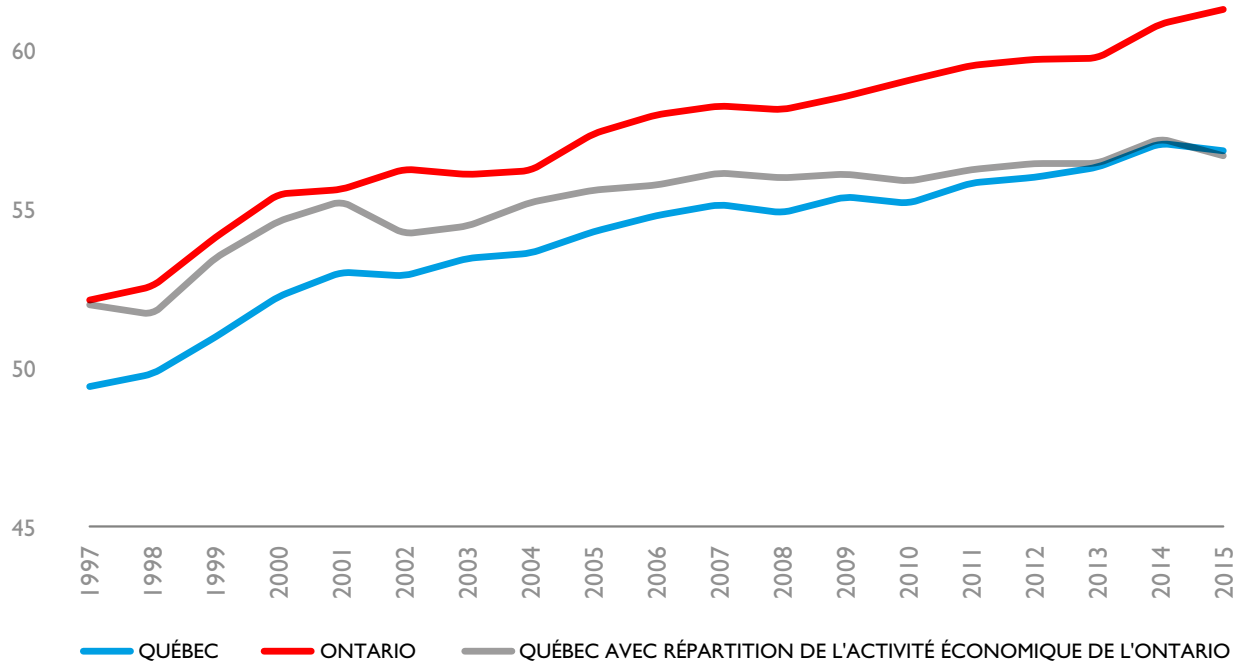
CONSTAT: La répartition de l'activité économique au Québec n'a qu'une incidence limitée sur l'écart de productivité du travail observé avec l'Ontario.

UNE TENDANCE QUI S'INVERSE

Bien que la répartition de l'activité économique n'explique aujourd'hui qu'une faible part de l'écart de productivité avec l'Ontario, ce n'était pas le cas à la fin des années 90.

- En 1997, la quasi-totalité de l'écart de productivité observé entre le Québec et l'Ontario s'expliquait par une répartition différente de l'activité économique. C'est donc dire qu'en 1997, si l'activité économique avait été répartie de la même façon qu'en Ontario, le Québec aurait affiché un niveau de productivité similaire à celui de l'Ontario.

- Cette tendance s'est inversée après 2001, au moment où les effets de la crise manufacturière ont commencé à être perceptibles. À partir de ce point, l'incidence de la répartition de l'activité économique a été de moins en moins importante, jusqu'au point où désormais, l'écart observé avec l'Ontario s'explique simplement par la faible productivité des industries québécoises.



GRAPHIQUE 15

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL, 1997 - 2015

PIB EN DOLLARS CANADIENS DE 2015 PAR HEURE TRAVAILLÉE

INTENSITÉ DU TRAVAIL :
UN RÔLE SECONDAIRE

À l'exception de la Suède et des États-Unis, tous les pays et toutes les provinces canadiennes ont enregistré une baisse du nombre d'heures travaillées en moyenne par emploi depuis 1981. Le Québec ne fait pas exception à la règle. Entre 1981 et 2015, l'intensité du travail a diminué de 156 heures et s'établit désormais à 1 642 heures par emploi. Il s'agit de la plus faible intensité du travail au Canada.

Malgré son importance, l'incidence de la baisse de l'intensité du travail sur la croissance économique a été marginale. Suite à une diminution du nombre d'heures travaillées équivalant à près de quatre semaines de travail à raison de 35 heures par semaine, l'impact sur la croissance du niveau de vie au Québec n'aura été que de 3 441 $ par habitant entre 1981 et 2015.

Comparée à la contribution de la productivité du travail – chiffrée à 12 511 $ par emploi – l'incidence de l'intensité du travail sur le niveau de vie parait limitée. Néanmoins, une question apparaît invariablement lorsqu'on considère l'écart qui sépare le Québec du haut du classement au chapitre de l'intensité du travail: le niveau de vie au Québec serait-il plus élevé si les Québécois travaillaient davantage?

Si on doit répondre par l'affirmative, on doit en contrepartie savoir que l'accroissement du nombre d'heures travaillées par emploi devrait être considérable pour que l'effet soit tangible. Dans l'éventualité où l'intensité du travail au Québec s'établirait au niveau observé dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador – la quatrième plus importante des 30 économies analysées – le Québec ne gagnerait que trois positions dans le classement avec un niveau de vie avoisinant les 52 000 $ par habitant. Ce résultat serait somme toute marginal considérant que l'intensité du travail augmenterait de 173 heures par emploi, soit l'équivalent de cinq semaines complètes de travail. Pour générer une augmentation appréciable du niveau de vie au Québec, l'intensité du travail devrait atteindre le niveau observé en Corée du Sud, soit une augmentation de 472 heures par emploi, ou 13 semaines de travail de plus par emploi à chaque année.

TABLEAU 3

INTENSITÉ DU TRAVAIL

HEURES TRAVAILLÉES PAR EMPLOI

	2015	1981	Variation (%)
CORÉE DU SUD	2 114	2 879	-27 %
ISLANDE	1 880	2 024	-7 %
ÉTATS-UNIS	1 853	1 818	2 %
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	1 815	1 908	-5 %
ALBERTA	1 793	1 891	-5 %
NOUVEAU-BRUNSWICK	1 769	1 805	-2 %
NOUVELLE-ZÉLANDE	1 757	1 861	-6 %
SASKATCHEWAN	1 747	1 865	-6 %
IRLANDE	1 731	2 225	-22 %
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	1 729	1 869	-7 %
ITALIE	1 723	1 862	-7 %
JAPON	1 719	2 106	-18 %
NOUVELLE-ÉCOSSE	1 714	1 827	-6 %
ONTARIO	1 710	1 800	-5 %
MANITOBA	1 707	1 814	-6 %
CANADA	1 707	1 812	-6 %
AUSTRALIE	1 702	1 815	-6 %
COLOMBIE-BRITANNIQUE	1 691	1 773	-5 %
ESPAGNE	1 691	1 884	-10 %
ROYAUME-UNI	1 658	1 701	-3 %
QUÉBEC	**1 642**	**1 798**	**-9 %**
FINLANDE	1 641	1 855	-12 %
SUÈDE	1 611	1 522	6 %
SUISSE	1 590	1 781	-11 %
BELGIQUE	1 551	1 684	-8 %
FRANCE	1 467	1 803	-19 %
PAYS-BAS	1 422	1 553	-8 %
NORVÈGE	1 421	1 570	-9 %
DANEMARK	1 412	1 546	-9 %
ALLEMAGNE	1 368	1 724	-21 %

TAUX D'EMPLOI GLOBAL :

FAIBLE PALLIATIF À LA CROISSANCE

Exception faite de la Finlande et de la Suède, le taux d'emploi global a progressé dans toutes les économies analysées depuis 1981. À nouveau, le Québec ne fait pas exception à la règle. Grâce à une progression de 7,4 points de pourcentage entre 1981 et 2015, le taux d'emploi global au Québec s'établit désormais à 49,41 %, permettant ainsi à la province de se maintenir en milieu de peloton.

Malgré une progression importante depuis le début des années 80, la contribution de l'emploi à la croissance du niveau de vie n'a été que de 6 128 $ par habitant entre 1981 et 2015. En comparaison, la contribution de la productivité du travail a été de 12 511 $ par habitant et pourtant, le Québec a enregistré l'une des plus faibles croissances des 30 économies analysées.

Pour avoir une incidence notable sur la croissance économique, le taux d'emploi devrait augmenter de manière importante. Par exemple, si le Québec affichait un taux d'emploi global similaire à celui de l'Alberta – le plus élevé au Canada et le second à l'OCDE avec 56,15 % – le niveau de vie au Québec avoisinerait les 52 000 $ par habitant, mais demeurerait inférieur à la moyenne canadienne. Au demeurant, le taux d'emploi atteindrait son point de saturation : le taux de chômage devrait être à 0 % et encore, il faudrait qu'une partie de la population inactive occupe un emploi.

TABLEAU 4

TAUX D'EMPLOI GLOBAL

NOMBRE D'EMPLOIS PAR HABITANT

	2015	1981	Variation en points de %
SUISSE	59,92 %	52,93 %	6,99 p.p.
ALBERTA	56,15 %	53,28 %	2,87 p.p.
ISLANDE	55,53 %	52,79 %	2,74 p.p.
NORVÈGE	53,03 %	48,15 %	4,89 p.p.
ALLEMAGNE	52,71 %	43,44 %	9,27 p.p.
SASKATCHEWAN	52,66 %	45,36 %	7,30 p.p.
PAYS-BAS	51,93 %	42,32 %	9,61 p.p.
JAPON	51,90 %	50,39 %	1,51 p.p.
MANITOBA	51,47 %	47,09 %	4,37 p.p.
CORÉE DU SUD	51,24 %	36,21 %	15,03 p.p.
ONTARIO	51,13 %	49,90 %	1,23 p.p.
CANADA	51,08 %	48,35 %	2,73 p.p.
NOUVELLE-ZÉLANDE	51,00 %	46,29 %	4,71 p.p.
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	49,92 %	38,89 %	11,03 p.p.
DANEMARK	49,79 %	48,34 %	1,45 p.p.
COLOMBIE-BRITANNIQUE	49,62 %	47,29 %	2,33 p.p.
QUÉBEC	**49,41 %**	**42,06 %**	**7,36 p.p.**
AUSTRALIE	49,28 %	42,75 %	6,53 p.p.
SUÈDE	49,08 %	51,52 %	-2,44 p.p.
NOUVELLE-ÉCOSSE	48,78 %	39,88 %	8,90 p.p.
ROYAUME-UNI	48,62 %	46,66 %	1,95 p.p.
NOUVEAU-BRUNSWICK	48,06 %	42,90 %	5,16 p.p.
ÉTATS-UNIS	47,06 %	37,29 %	9,77 p.p.
FINLANDE	45,57 %	49,67 %	-4,10 p.p.
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR	43,79 %	31,09 %	12,70 p.p.
IRLANDE	42,05 %	33,57 %	8,48 p.p.
FRANCE	41,39 %	40,85 %	0,53 p.p.
BELGIQUE	41,04 %	37,53 %	3,50 p.p.
ITALIE	40,30 %	37,91 %	2,39 p.p.
ESPAGNE	39,83 %	32,28 %	7,55 p.p.

UNE RICHESSE COLLECTIVE

AU BÉNÉFICE DES MÉNAGES QUÉBÉCOIS

NIVEAU DE VIE :
UN RETARD QUI PÈSE LOURD SUR LES MÉNAGES QUÉBÉCOIS

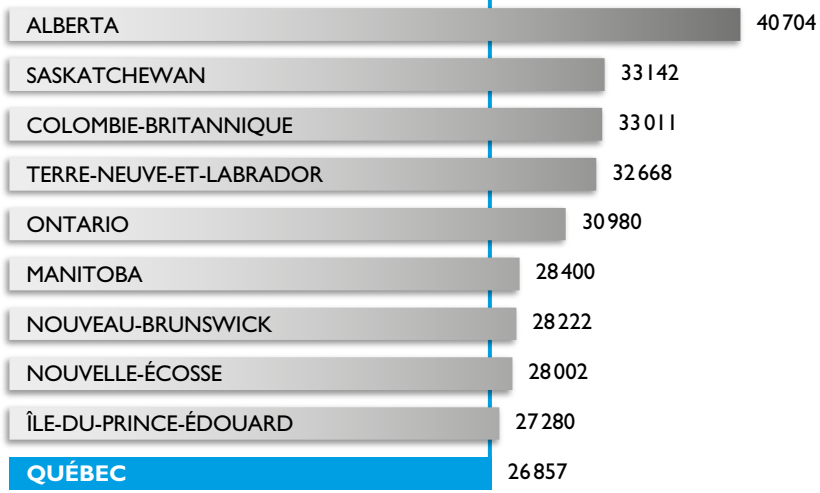
Puisqu'il s'agit avant tout d'une mesure de la capacité d'une économie à générer de la richesse, le niveau de vie n'offre que peu d'informations sur la qualité de vie d'une population ou sur la manière dont la richesse est distribuée entre les citoyens. De fait, même en sachant que le niveau de vie au Québec est plus faible qu'il ne l'est dans une vaste majorité de provinces et de pays, une question devient inévitable : pourquoi les Québécois doivent-ils se préoccuper de la prospérité économique de la province?

D'abord, on doit comprendre que les gouvernements se financent entièrement à partir de la richesse générée par son économie. Par conséquent, lorsqu'une économie génère moins de richesse par habitant comparativement à d'autres, les gouvernements en place disposent de moins de ressources pour financer leurs dépenses et lutter contre les inégalités. Ils doivent alors avoir recours à une fiscalité plus importante s'ils souhaitent financer un même niveau de dépenses par habitant, ou alors il doivent dépenser moins que ne le font les autres gouvernements. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont les citoyens qui en font les frais, en payant davantage d'impôt ou en recevant des services publics de moindre qualité ou en moins grand nombre.

Plus important encore, la prospérité économique de la province contribue à accroître le revenu disponible des ménages québécois, soit le revenu à leur disposition pour consommer et épargner. Les conséquences de la faible prospérité économique de la province sont donc considérables pour les ménages québécois. Désormais, la province se classe bonne dernière en matière de revenu disponible. En moyenne, un Québécois dispose de 4 123 $ de moins qu'un Ontarien pour consommer ou épargner. L'écart passe à 13 847 $ par habitant lorsqu'on compare le Québec à l'Alberta, qui se hisse en tête du classement.

GRAPHIQUE 16

REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES PAR HABITANT, 2015



QU'EST-CE QUE LE «REVENU DISPONIBLE» ?

Le revenu disponible des ménages considère l'ensemble des sommes à la disposition des ménages québécois pour consommer et épargner.

Pour calculer le revenu disponible des ménages on considère d'abord la rémunération des salariés. Principale composante du revenu disponible, la rémunération est considérée dans sa forme brute, c'est-à-dire avant impôts et transferts.

Pour tenir compte des différentes sources de revenus des ménages, on ajoute à la rémunération des salariés les revenus provenant d'autres sources : revenu agricole net, revenu non agricole net, revenu des loyers des ménages, revenu de la propriété net. On obtient alors le revenu primaire, qui correspond à l'ensemble des revenus des ménages avant impôts et transferts.

On obtient le revenu disponible en soustrayant du revenu primaire les différents impôts et taxes que les ménages paient aux trois paliers de gouvernement, et en ajoutant les différents transferts qu'ils reçoivent de ces mêmes gouvernements.

Mesuré par habitant, le revenu disponible établit le montant d'argent moyen à la disposition de chaque habitant pour consommer et épargner.

LE COÛT DE LA VIE EST-IL MOINS ÉLEVÉ AU QUÉBEC ?

Lorsqu'on effectue des comparaisons internationales, on utilise un taux de change de parité des pouvoirs d'achat de manière à convertir les devises nationales en dollars canadiens, mais également pour considérer les écarts dans le coût de la vie.

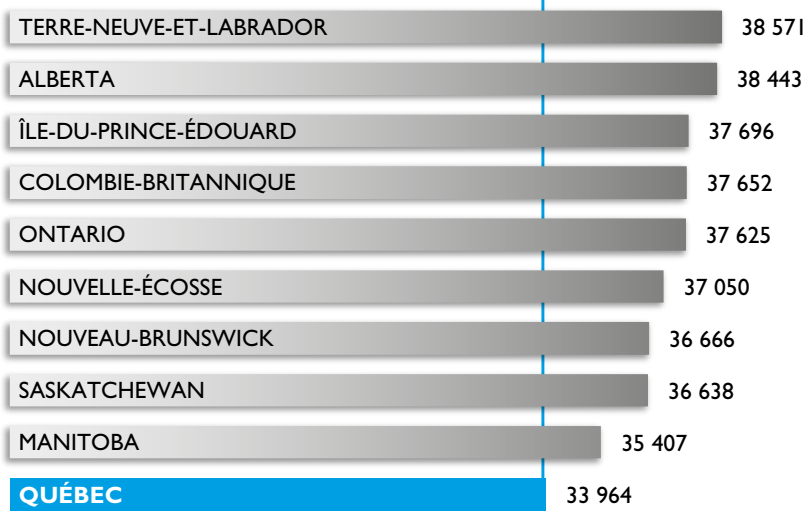
Dans la mesure où de tels écarts du coût de la vie sont observés et mesurés entre les pays, on peut légitimement supposer que des écarts similaires sont observables entre les provinces. Malheureusement, on ne dispose pas de mesures spécifiquement dédiées à l'ajustement du coût de la vie entre les provinces.

Néanmoins, on peut estimer les écarts de prix interprovinciaux à partir de la « mesure du panier de consommation » (MPC), destinée à l'origine à définir le seuil de faible revenu dans chaque province. Développée par Statistique Canada, cette mesure établit le prix d'un panier de biens et de services nécessaires pour qu'un ménage de quatre personnes maintienne un style de vie modeste dans chacune des dix provinces canadiennes. En comparant le prix de ce panier de biens et de services normalisés dans les diverses provinces, on peut établir une mesure de conversion qui tient compte des écarts de prix interprovinciaux. Ce faisant, on obtient une mesure analogue aux taux de change de parité des pouvoirs d'achat utilisés pour effectuer des comparaisons internationales. Cette mesure de conversion permet d'évaluer le coût de la vie des ménages à faible revenu. Par extension, on peut supposer que les écarts observés pour ce type de ménage s'appliquent à l'ensemble des ménages.

Les constats sont alors sans équivoque : le coût de la vie est moins élevé au Québec qu'il ne l'est dans le reste du Canada. Selon la mesure du MPC, un ménage québécois débourserait entre 1 443 $ (Manitoba) et 4 606$ (Alberta) de moins que dans les autres provinces canadiennes pour se procurer des biens et services en quantité et en qualité similaires. Autrement dit, le coût de la vie serait jusqu'à 14 % moins élevé au Québec.

GRAPHIQUE 17

MESURE DU PANIER DE CONSOMMATION PAR PROVINCE



QU'EST-CE QUE LA «MESURE DU PANIER DE CONSOMMATION» ?

La mesure du panier de consommation (MPC) de Statistique Canada estime le coût d'un panier de consommation représentant un style de vie modeste pour une famille composée de deux adultes âgés de 25 à 49 ans et de deux enfants âgés de 9 à 13 ans. Le panier est représentatif de la consommation de ce type de famille.

Les composantes du panier de biens et services se déclinent en cinq catégories soit: la nourriture, les vêtements, le transport, le logement et les autres dépenses telles que le matériel et les fournitures informatiques. La MPC donne le montant moyen déboursé annuellement par ce type de famille pour se procurer les biens et les services contenus dans ces catégories.

Plus précisément, la catégorie nourriture évalue le coût d'une épicerie représentative d'une famille de quatre personnes selon le Panier de provisions nutritif 2008, le tout ramené sur une base annuelle. On y trouve les quantités de produits laitiers, d'œufs, de viandes, de volailles, de poissons, de substituts de viande (arachides, haricots, etc.), de produits céréaliers, de fruits, de légumes et de matières grasses (beurre, margarine, vinaigrette, etc.) qu'une famille de quatre personnes doit normalement consommer en une semaine pour jouir d'un style de vie modeste. Ceci représente plus de 67 articles.

La catégorie Vêtements prend en considération le coût de plus de 100 articles et la fréquence à laquelle on les remplace. On y trouve les vêtements nécessaires annuellement pour tous les membres de cette famille type : chaussures de sport, chaussures de ville, bottes d'hiver, bottes de pluie, sandales, sous-vêtements, vêtements pour toutes les saisons (jeans, pantalons, vestes, shorts, chemises, jupes, t-shirts, chandails, etc.), pyjamas, maillots de bain, manteaux et articles de saison, imperméables, ceintures, montres, portefeuilles, sacs à main, etc.

La MPC comprend également le coût d'un logement de deux ou trois chambres, y compris les frais afférents (électricité, chauffage, eau, électroménagers, etc.), les frais de transport en commun (deux abonnements mensuels pour adultes, un abonnement mensuel étudiant et 12 courses allers et retours en taxi) si la famille réside dans une région desservie par les transports en commun ou les frais d'utilisation d'un véhicule automobile modeste (le coût annuel du véhicule, plus les frais d'intérêt, les frais pour deux permis de conduire et pour l'immatriculation, les frais d'assurance obligatoire, les coûts d'entretien et la consommation d'essence), ainsi que le coût des autres biens et services considérés comme nécessaires selon les normes sociales. Cette dernière catégorie englobe les téléphones, les services téléphoniques et d'accès à Internet, les produits nettoyants, les meubles, les appareils électriques comme un four micro-ondes et un climatiseur, les médicaments, les produits pharmaceutiques, les articles de sport, les jeux et les jouets, les activités culturelles comme les sorties au cinéma, au musée, au spectacle et dans un amphithéâtre sportif, le matériel scolaire et de lecture, les frais bancaires, les dons, le matériel de sécurité, etc.

Le coût de ce panier de consommation est calculé pour 49 régions à travers le Canada. On peut l'évaluer à l'échelle provinciale selon la répartition géographique de la population.

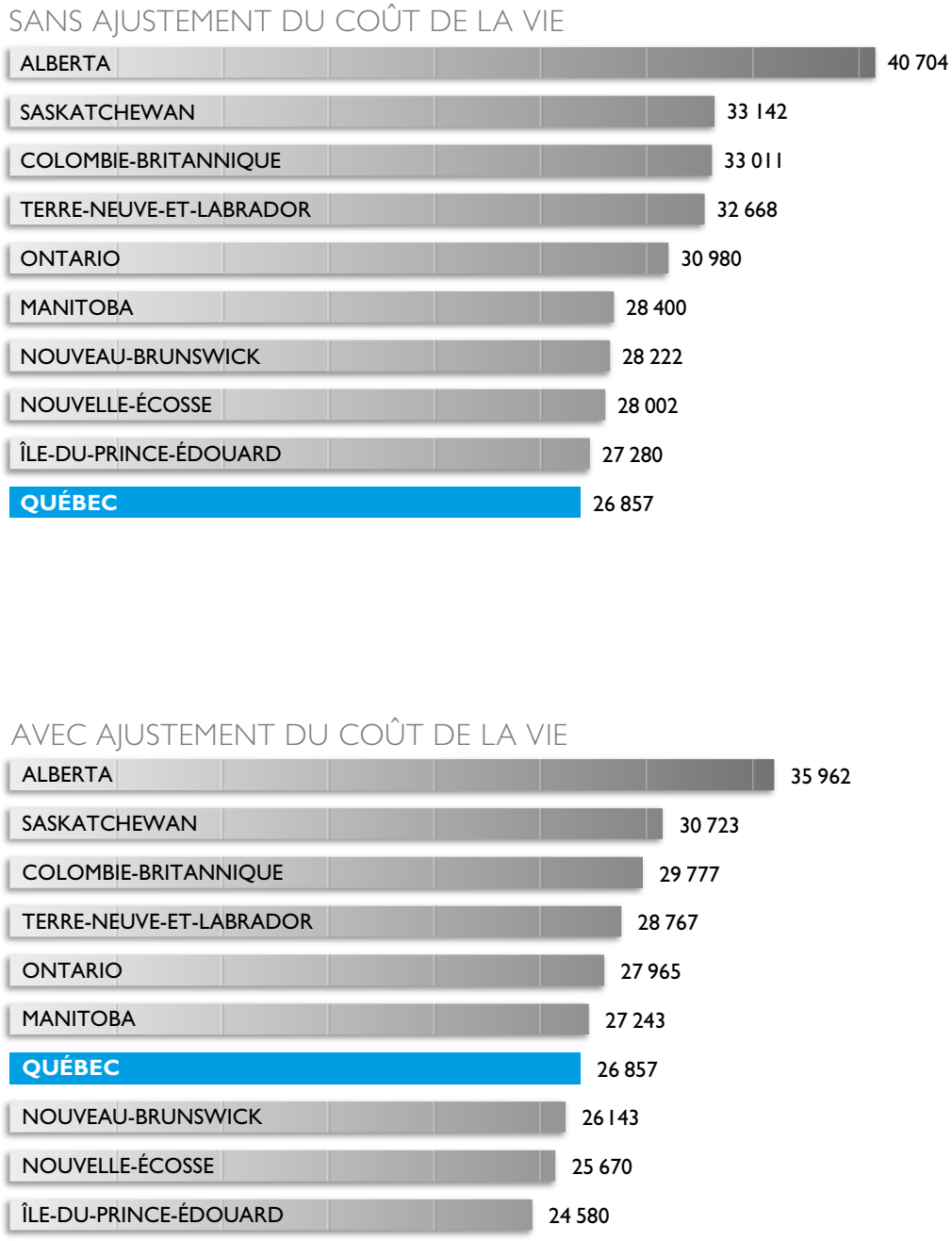
UN EFFET DIRECT SUR LE REVENU DES MÉNAGES

Les différences observées dans le coût de la vie dans chacune des dix provinces canadiennes se répercutent directement sur le revenu moyen à la disposition des ménages pour consommer et épargner.

Avant ajustement du coût de la vie, le Québec se retrouve en queue de peloton, pratiquement à parité avec l'Île-du-Prince-Édouard.

GRAPHIQUE 18

REVENU DISPONIBLE PAR HABITANT EN 2015



Une fois que le revenu disponible des provinces a été ajusté pour tenir compte des différences observées dans le coût de la vie, les écarts entre les provinces se resserrent, et le Québec gagne quelques positions dans le classement.

- L'écart avec l'Ontario est quatre fois moins important qu'il ne l'était avant la correction des prix. Désormais, une différence d'environ 1 100 $ sépare le revenu disponible au Québec de celui de l'Ontario.
- L'écart avec le haut du classement se resserre également, mais l'Alberta conserve une avance considérable sur le Québec. Une fois les données ajustées pour tenir compte du coût de la vie, un Albertain détient en moyenne 9 105 $ de plus qu'un Québécois pour consommer et épargner.

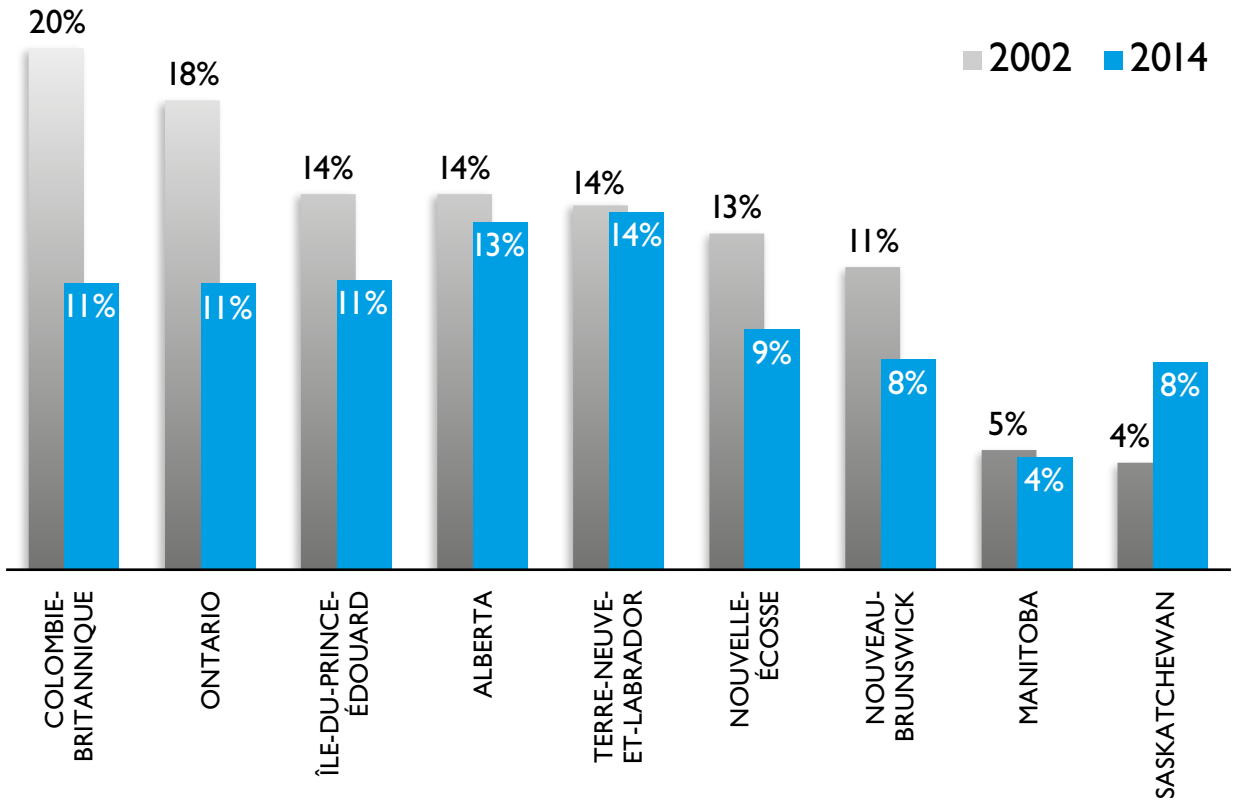
COÛT DE LA VIE : LES ÉCARTS S'AMENUISENT

Si l'ajustement du coût de la vie tend à favoriser le Québec, on doit être conscient que l'écart observé entre le Québec et la plupart des autres provinces s'est amenuisé depuis le début des années 2000 :

- En 2002, la valeur du panier de consommation qui sert au calcul du coût de la vie était 18 % plus élevée en Ontario, alors qu'en 2014, l'écart avec le Québec n'était plus que de 11 %. Autrement dit, l'avantage détenu par le Québec sur l'Ontario a pratiquement fondu de moitié en moins de 15 ans.
- Exception faite de la Saskatchewan, où l'écart s'est accentué, l'avantage détenu par le Québec sur les autres provinces s'est effrité entre 2002 et 2014. C'est donc dire que les prix ont progressé plus rapidement au Québec que dans les autres provinces canadiennes. Si la tendance se maintient, le coût de la vie au Québec sera bientôt à parité avec celui de l'Ontario.

GRAPHIQUE 19

ÉCART DU COÛT DE LA VIE PAR RAPPORT AU QUÉBEC



POURQUOI LES ÉCARTS TENDENT À DISPARAÎTRE?

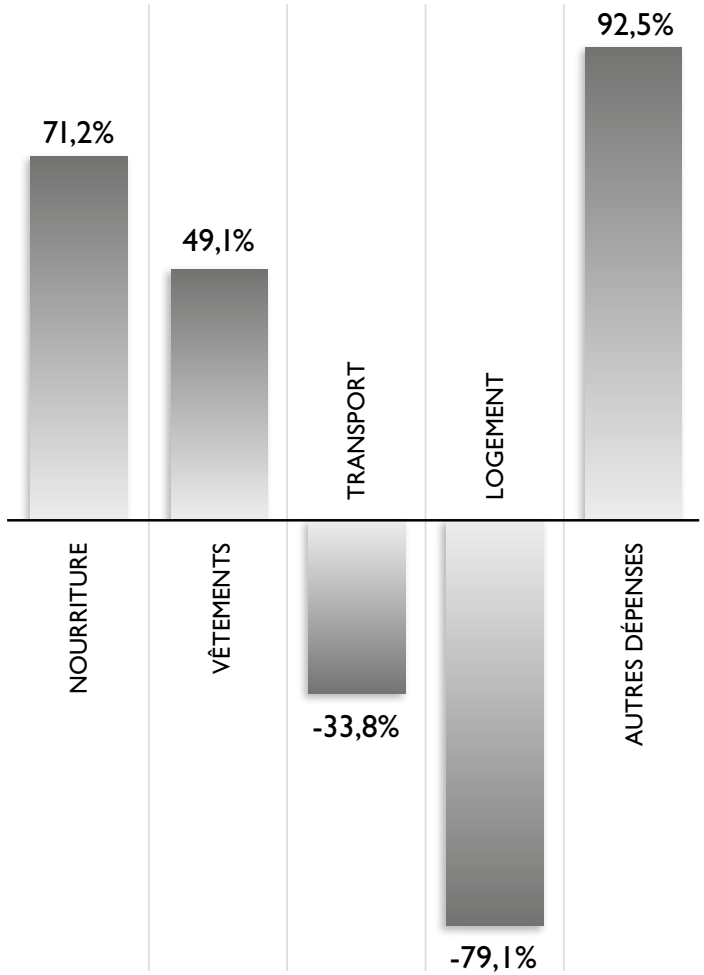
Pour comprendre pourquoi l'écart de coût de la vie entre le Québec et l'Ontario tend à disparaître, on peut décomposer la MPC pour identifier pourquoi les prix ont augmenté plus rapidement au Québec. Rappelons que la MPC regroupe cinq catégories de dépenses : nourriture, vêtements, logement, transport, autres dépenses (soit les dépenses qui ne sont pas incluses dans les autres catégories mais qui sont considérées comme étant nécessaires selon les normes sociales: téléphone, internet, médicaments, activités culturelles, jeux, etc.).

Ce faisant, il apparaît que les prix ont augmenté plus rapidement au Québec dans trois des cinq catégories : nourriture, vêtements et autres dépenses. Autrement dit, si l'écart de coût de la vie entre le Québec et l'Ontario tend à disparaître, c'est parce que le coût de la nourriture, des vêtements et des dépenses générales a augmenté plus rapidement qu'en Ontario.

Bien que les prix du logement et du transport aient augmenté plus rapidement en Ontario qu'au Québec, l'écart observé n'a pas été suffisant pour compenser la différence observée dans les trois autres catégories. Au final, l'écart du coût de la vie entre ces deux provinces s'est donc amenuisé entre 2002 et 2014.

GRAPHIQUE 20

SOURCE DE L'ÉVOLUTION DE L'ÉCART DU COÛT DE LA VIE ENTRE LE QUÉBEC ET L'ONTARIO ENTRE 2002 ET 2014



LA QUESTION DES INÉGALITÉS

COEFFICIENT DE GINI :
LE QUÉBEC SE DÉMARQUE

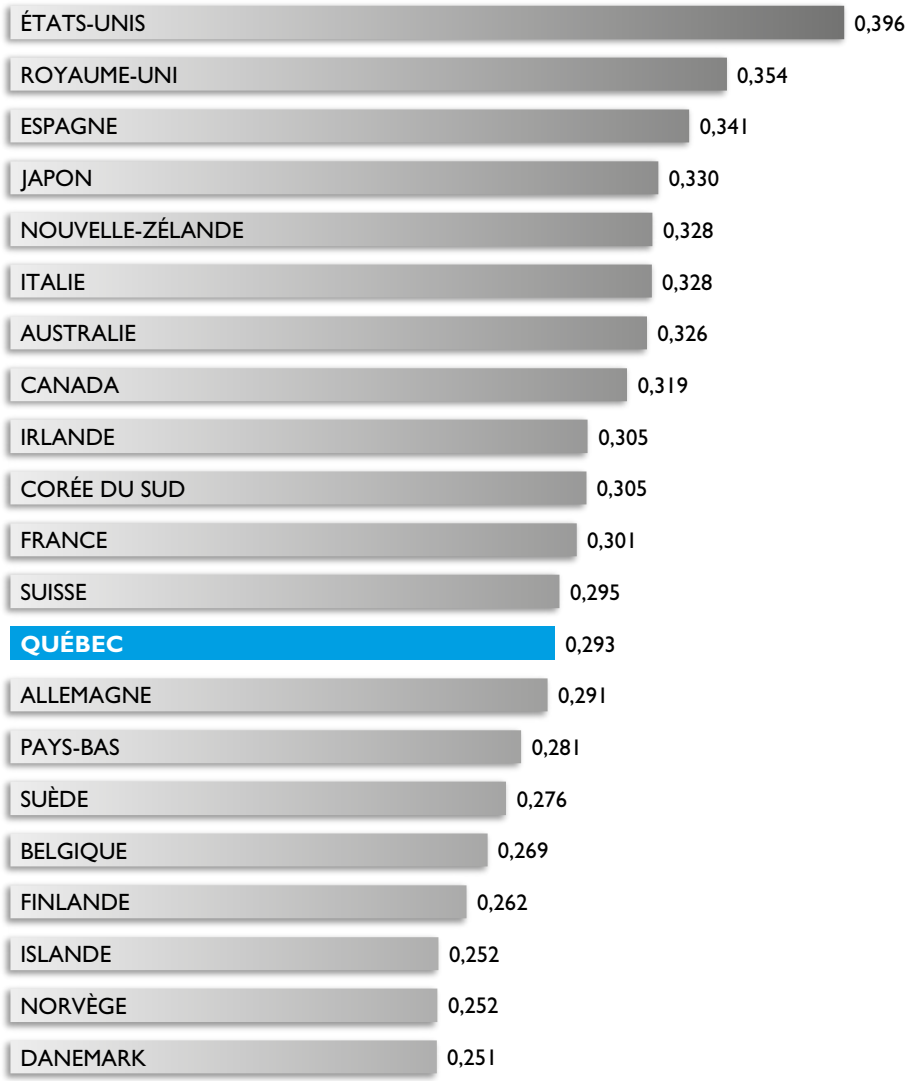
À défaut d'afficher une richesse collective importante, il est généralement admis que la répartition du revenu au Québec est mieux équilibrée. Mesure phare dans la mesure des inégalités, le coefficient de Gini illustre parfaitement cette réalité.

Avec un coefficient de Gini établi à 0,293, le Québec assure une distribution nettement plus égalitaire de ses richesses que ne le font les États-Unis ou le Royaume-Uni, qui se hissent en tête du classement. En tout, la province dépasse 12 des 20 pays de l'OCDE sélectionnés, ce qui place le Québec dans une position enviable en matière d'inégalités.

Ceci dit, on doit être conscient que plusieurs pays affichent un coefficient de Gini inférieur à celui du Québec tout en affichant un niveau de vie largement supérieur à celui de la province. C'est notamment le cas de la Suède, de la Belgique, et du Danemark où le niveau de vie est jusqu'à 33 % plus élevé qu'ici. Comme quoi une plus grande prospérité économique n'est pas nécessairement un frein à l'égalité de revenus…

GRAPHIQUE 21

COEFFICIENT DE GINI, APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS



COMMENT INTERPRÉTER LE GINI ?

Le coefficient de Gini mesure les inégalités dans la distribution des revenus d'une société:

- **un coefficient de 1 signifie qu'un seul ménage s'accapare tout le revenu**
- **un coefficient de 0 signifie que tous les ménages ont le même revenu**

Conséquemment, plus le Gini s'approche de 1 et plus la redistribution des revenus est inégale. Inversement, plus le Gini s'approche de 0 et plus la redistribution des revenus est égale.

LA REDISTRIBUTION DU REVENU AU CANADA

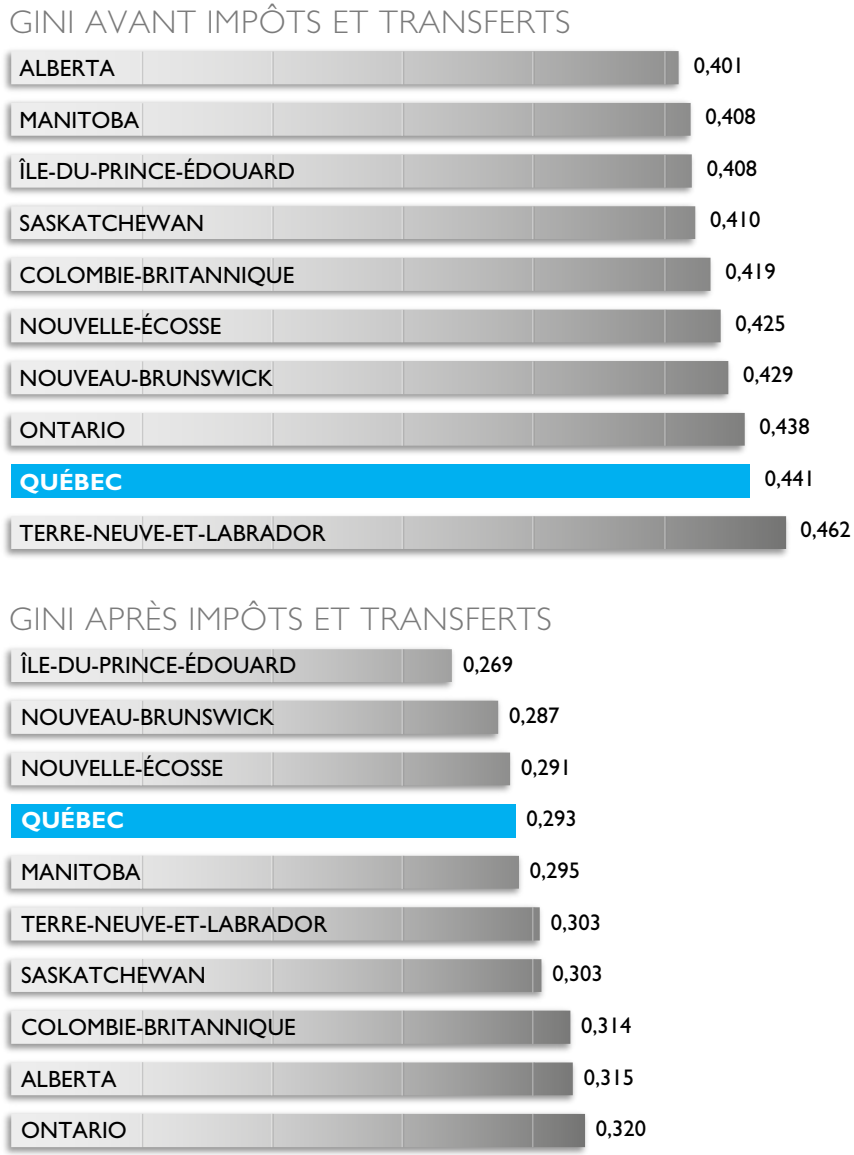
La position du Québec à l'échelle canadienne est également enviable en matière d'inégalités. D'un côté, seules les provinces maritimes affichent un coefficient de Gini plus faible que celui du Québec. De l'autre, le Québec s'avère plus égalitaire que l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique.

En poussant l'analyse un cran plus loin, on constate que cet équilibre résulte en grande partie de l'intervention de l'État. Lorsqu'on compare les coefficients de Gini des provinces avant impôts et transferts, c'est-à-dire lorsqu'on mesure l'inégalité dans la distribution des revenus avant que le gouvernement n'assure sa mission de redistribution, le Québec affiche le deuxième coefficient le plus élevé des dix provinces canadiennes. Inversement, l'Alberta affiche le coefficient de Gini le moins élevé. C'est donc dire qu'avant que les gouvernements n'interviennent à travers sa fiscalité pour redistribuer la richesse, la distribution des revenus en Alberta est moins inégale que celle du Québec. Une fois que les gouvernements perçoivent les taxes et revenus auprès des particuliers et des entreprises et qu'ils les redistribuent, la situation change radicalement et le Québec devient alors une des provinces où les inégalités de revenu sont les moins importantes. Autrement dit, c'est par l'intervention des gouvernements que les inégalités de revenu sont moins importantes au Québec.

GRAPHIQUE 22

COEFFICIENT DE GINI

AVANT ET APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS



REDISTRIBUTION DU REVENU:
VOIR AU-DELÀ DU GINI

Particulièrement utile pour évaluer en un coup d'œil l'état des inégalités de revenus dans plusieurs économies, le coefficient de Gini masque - en partie - les véritables raisons pour lesquelles la distribution des revenus est plus ou moins inégale. Par exemple, lorsqu'on compare le coefficient de Gini du Québec à celui de l'Ontario, on conclut que la distribution des revenus au Québec est mieux équilibrée car le coefficient de Gini de l'Ontario est plus élevé.

Lorsqu'on évalue en détail la distribution du revenu dans la population, les conclusions sont toutefois différentes. En évaluant le revenu disponible moyen par déciles, on constate que seuls les ménages du premier décile – soit la tranche de la population la moins fortunée – ont des revenus supérieurs à ceux de l'Ontario. À mesure que l'on progresse dans les neuf autres déciles, l'écart de revenu disponible tourne à l'avantage de l'Ontario et est de plus en plus important.

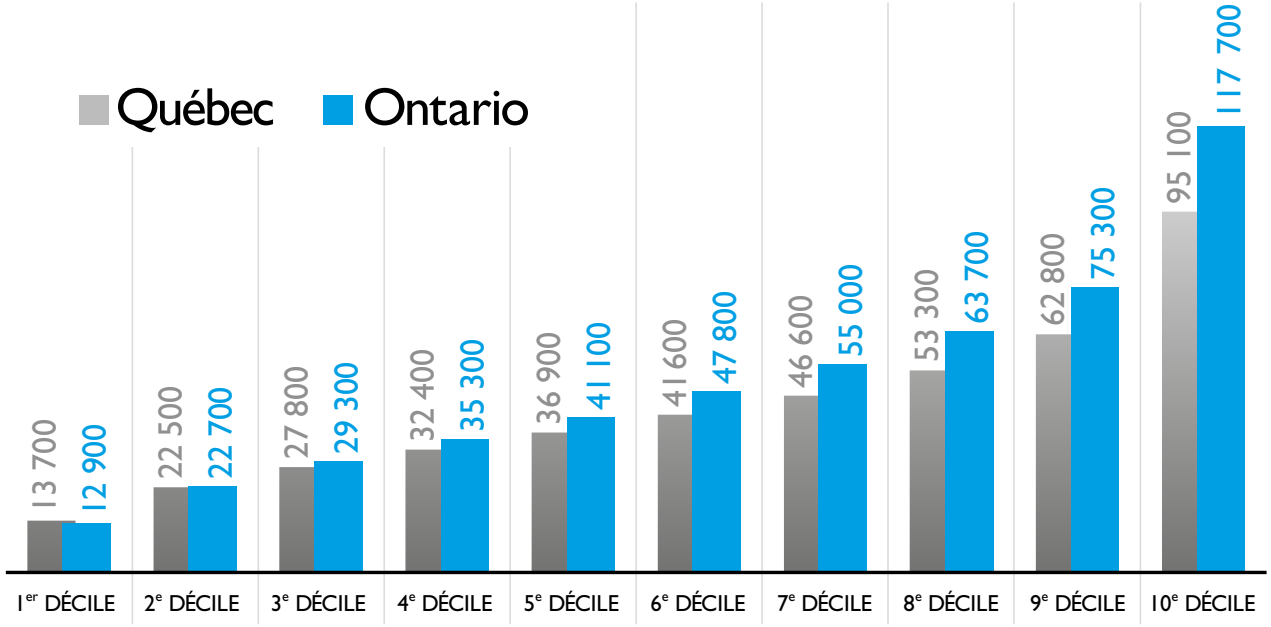
Dans la mesure où 90 % des ménages ont des revenus plus importants que ceux du Québec, comment expliquer que le Québec soit plus égalitaire que l'Ontario?

En fait, l'explication est simple : les revenus des ménages ontariens des derniers déciles sont nettement plus élevés qu'au Québec, alors que les revenus des ménages appartenant aux premiers déciles sont similaires de part et d'autre. Résultat: les écarts dans la distribution du revenu sont nécessairement plus importants en Ontario.

Au final, la distribution du revenu au Québec est moins inégale mais il demeure que 90 % des ménages québécois ont des revenus inférieurs à leurs équivalents ontariens.

GRAPHIQUE 23

DISTRIBUTION DU REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES APRÈS IMPÔTS ET TRANSFERTS, 2014



QU'EST-CE QU'UN DÉCILE?

Pour évaluer la distribution des revenus, on répartit les revenus par décile. Autrement dit, on évalue le revenu moyen de chaque tranche de 10 % de la population, des plus pauvres aux plus riches.

ET SI ON CORRIGEAIT LA DISTRIBUTION DES REVENUS POUR TENIR COMPTE DU COÛT DE LA VIE?

Dans la mesure où l'on sait que le coût de la vie est moins élevé au Québec qu'il ne l'est en Ontario, une question devient inévitable : les écarts de revenu disponible par déciles seraient-ils moins importants si on corrigeait la distribution du revenu en Ontario pour tenir compte du coût de la vie?

En procédant à cet ajustement, le revenu disponible des ménages appartenant aux quatre premiers déciles sont désormais plus élevés au Québec qu'en Ontario. Autrement dit, l'ajustement profite aux ménages les moins bien nantis de la province.

La correction réduit par ailleurs l'avantage détenu par l'Ontario dans les déciles supérieurs. Avant correction, les ménages ontariens les plus fortunés disposaient de revenus 24 % plus élevés qu'au Québec. Après correction, cet avantage n'est plus que de 12 %.

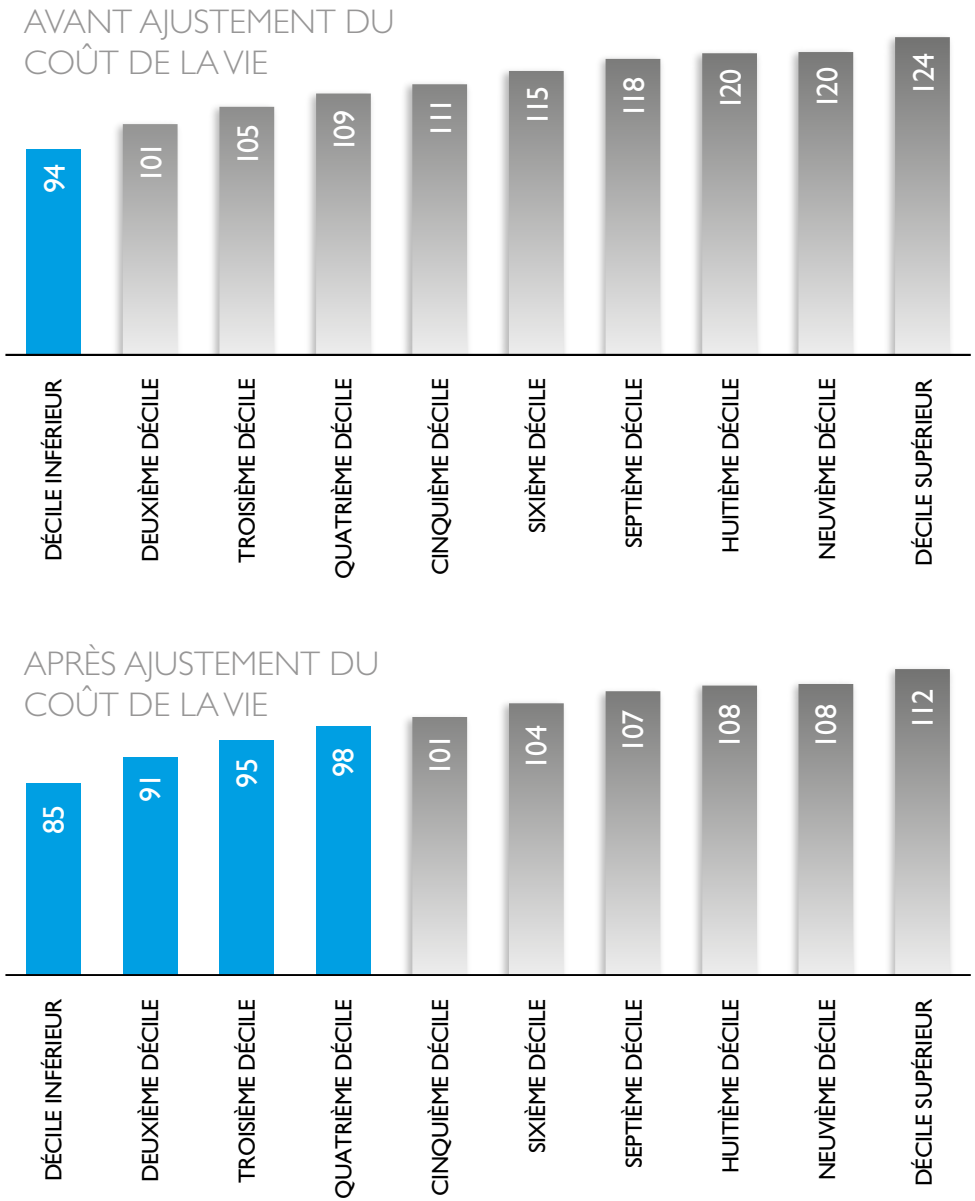
Malgré tout, il demeure que 60 % des ménages de l'Ontario ont un revenu disponible plus élevé qu'au Québec, une situation dont on doit se préoccuper surtout lorsqu'on sait que l'avantage détenu par le Québec au chapitre du coût de la vie tend à disparaître…

COMMENT INTERPRÉTER CE GRAPHIQUE?

Sur ce graphique, un revenu disponible inférieur à 100 indique que le Québec détient un avantage sur l'Ontario. Inversement, un revenu disponible supérieur à 100 indique que les ménages ontariens ont un revenu disponible supérieur à celui des ménages québécois. Notez que les revenus disponibles avant ajustement du coût de la vie sont calculés à partir des données présentées au graphique 23.

GRAPHIQUE 24

REVENU DISPONIBLE MOYEN DES MÉNAGES DE L'ONTARIO PAR RAPPORT AU QUÉBEC, 2014



SOURCES DE DONNÉES

GRAPHIQUE 1

QUÉBEC

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

ÉTATS-UNIS

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 2

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 3

QUÉBEC

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB $ enchaînés de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

ÉTATS-UNIS

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB $ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

PIB $ enchaînés de 2010: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 4

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB $ enchaînés de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 5

QUÉBEC

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB $ enchaînés de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

ÉTATS-UNIS

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB $ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

PIB $ enchaînés de 2010: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 6

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB $ enchaînés de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 7

PIB $ enchaînés de 2007 par industrie: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

PIB $ enchaînés de 2007 par industrie: Statistique Canada, Compilation spéciale

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 8

QUÉBEC

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB $ enchaînés de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

ÉTATS-UNIS

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB $ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

PIB $ enchaînés de 2010: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 9

QUÉBEC

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB $ enchaînés de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

États-Unis

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB $ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

PIB $ enchaînés de 2010: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 10

QUÉBEC

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB $ enchaînés de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

ÉTATS-UNIS

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB $ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

PIB $ enchaînés de 2010: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 11

QUÉBEC

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB $ enchaînés de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

ÉTATS-UNIS

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB $ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

PIB $ enchaînés de 2010: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Heures travaillées: OECD.Stat (section productivité)

Emploi: OECD.Stat (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

TABLEAU 1

PROVINCES CANADIENNES

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB $ enchaînés de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

ÉTATS-UNIS

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB $ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

PIB $ enchaînés de 2010: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Heures travaillées: OECD.Stat (section productivité)

Emploi: OECD.Stat (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 12

PROVINCES CANADIENNES

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

PIB $ enchaînés de 2007: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

ÉTATS-UNIS

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

PIB $ enchaînés de 2009: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.6

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

PIB $ enchaînés de 2010: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Heures travaillées: OECD.Stat (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

TABLEAU 2

PROVINCES CANADIENNES

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

ÉTATS-UNIS

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Heures travaillées: OECD.Stat (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 13

PROVINCES CANADIENNES

PIB nominal: Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0038

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

ÉTATS-UNIS

PIB nominal: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 1.1.5

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

PIB nominal: OECD.Stat (section comptes nationaux)

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Heures travaillées: OECD.Stat (section productivité)

Emploi: OECD.Stat (section productivité)

Taux de change de parité de pouvoir d'achat: OECD.Stat (section comptes nationaux)

GRAPHIQUE 14

PIB $ enchaînés de 2007 par industrie: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

PIB $ enchaînés de 2007 par industrie: Statistique Canada, Compilation spéciale

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

GRAPHIQUE 15

PIB $ enchaînés de 2007 par industrie: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033

PIB $ enchaînés de 2007 par industrie: Statistique Canada, Compilation spéciale

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

TABLEAU 3

PROVINCES CANADIENNES

Heures travaillées: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

ÉTATS-UNIS

Heures travaillées: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

Emploi: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

Heures travaillées: OECD.Stat (section productivité)

Emploi: OECD.Stat (section productivité)

TABLEAU 4

PROVINCES CANADIENNES

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Emploi: Statistique Canada, CANSIM, tableau 383-0033 et compilation spéciale

ÉTATS-UNIS

Population totale: Bureau of Economic Analysis, National Income and Product Accounts Tables, Table 7.1

Emploi: Statistique Canada, Division des comptes économiques nationaux, Compilation spéciale

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

Population totale: OECD.Stat (section comptes nationaux, définition nationale de la population)

Emploi: OECD.Stat (section productivité)

GRAPHIQUE 16

Revenu disponibles des ménages : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0040

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

GRAPHIQUE 17

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population : Statistique Canada, Recensement 2011

GRAPHIQUE 18

Revenu disponibles des ménages : Statistique Canada, CANSIM, tableau 384-0040

Population totale: Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0001

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population : Statistique Canada, Recensement 2011

GRAPHIQUE 19

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population : Statistique Canada, Recensement 2011

GRAPHIQUE 20

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population : Statistique Canada, Recensement 2011

GRAPHIQUE 21

Coefficient de Gini, revenu disponible après impôts et transferts : Statistique Canada, CANSIM 206-0033

PAYS MEMBRES DE L'OCDE

Coefficient de Gini, revenu disponible après impôts et transferts : OECD.Stat (section Protection sociale et bien-être)

GRAPHIQUE 22

Coefficient de Gini, revenu disponible après impôts et transferts : Statistique Canada, CANSIM 206-0033

Coefficient de Gini, revenu de marché avant impôts et transferts : Statistique Canada, CANSIM 206-0033

GRAPHIQUE 23

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

GRAPHIQUE 24

Revenu disponible moyen, après impôts et transferts, selon le décile de revenu : Statistique Canada, CANSIM 206-0032

Seuils de la mesure du panier de consommation (MPC) : Statistique Canada, CANSIM, tableau 206-0093

Poids régional basé sur la population : Statistique Canada, Recensement 2011